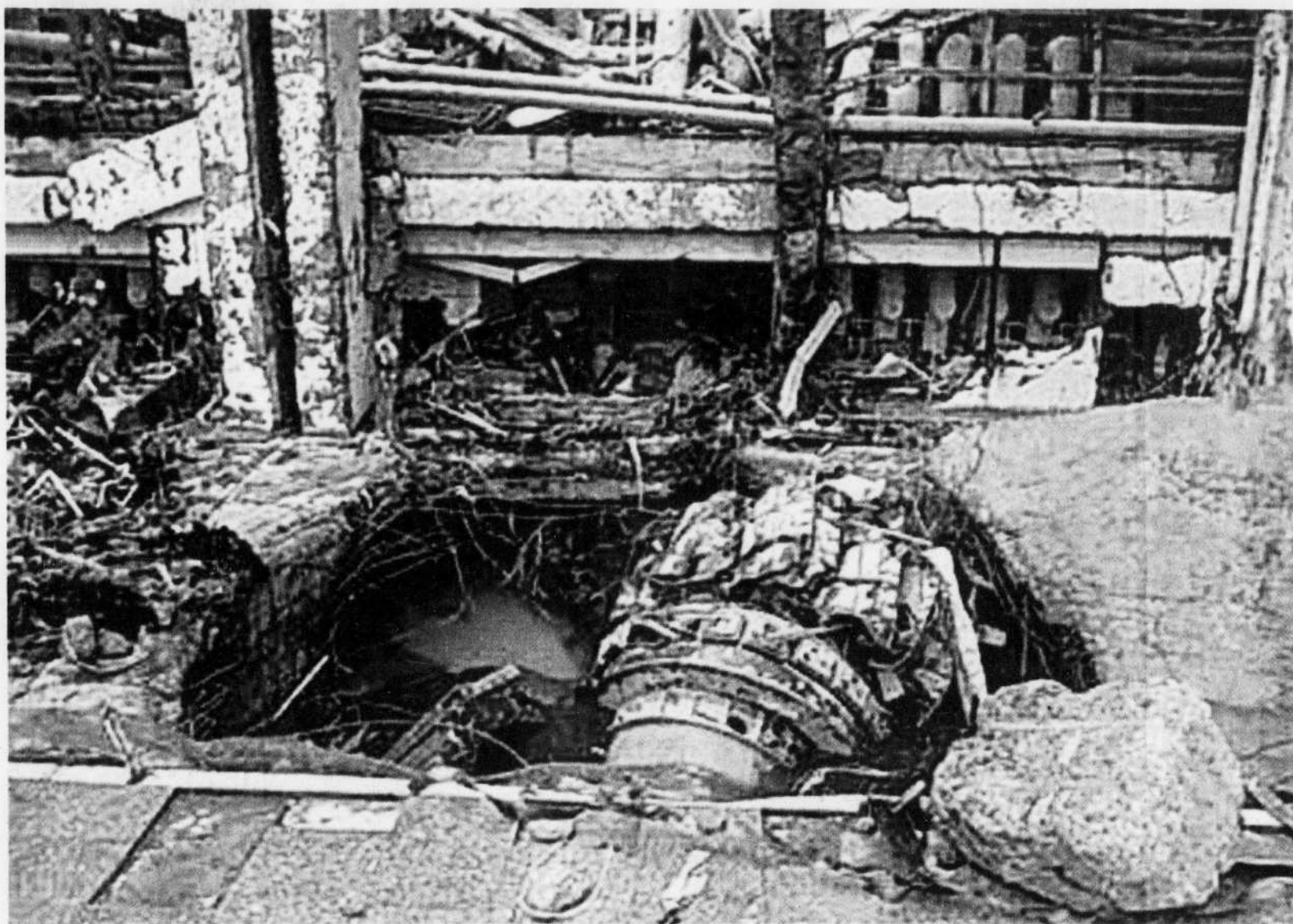


LE DEVOIR



Une partie très endommagée de la centrale hydroélectrique de Saïano Chouchenskaïa, en Sibérie, photographiée par les services d'urgence russes.

HYDROÉLECTRICITÉ

Grave accident dans une mégacentrale russe

La catastrophe pourrait forcer la Russie à revoir son programme énergétique

AMÉLIE HERENSTEIN

Moscou — Onze personnes sont mortes, quatorze blessées et une soixantaine d'autres ont été portées disparues hier après un spectaculaire accident dans l'une des plus grandes centrales hydroélectriques de Russie, qui a sérieusement perturbé l'approvisionnement en électricité de la région.

L'activité de la centrale hydroélectrique de Saïano Chouchenskaïa, dans la région de Khakassie en Sibérie, près de la frontière mongole et

à environ 4300 kilomètres de Moscou, a été totalement interrompue après la catastrophe.

Celle-ci a été provoquée par une brusque élévation de la pression de l'eau dans l'une de ses dix turbines. La cause de l'accident n'a pas été déterminée et fait l'objet d'informations contradictoires. Selon le parquet russe, un transformateur de la centrale de Saïano-Chouchenskaïa a explosé lors de réparations, ce qui a détruit murs et plafond de la salle des turbines et provoqué son inondation. La société RusHydro, propriétaire de la centrale, parle de son côté

d'un pic de pression ayant entraîné une rupture de canalisation. L'irruption de l'eau a provoqué un « choc » qui a détruit une turbine et une partie du plafond et du mur de la salle des turbines, a expliqué à l'AFP un porte-parole du ministère local des Situations d'urgence.

Selon le dernier bilan donné par le ministère, « 11 personnes sont mortes, 14 ont été blessées », a rapporté l'agence Interfax. Les victimes ont été noyées ou écrasées par des débris, selon Roman Dotsov,

VOIR PAGE A 8: ACCIDENT

Nouvelle frayeur boursière

La crainte d'une récession à « double creux » fait plonger les valeurs

ALEXANDRE SHIELDS

Les craintes de voir une « récession à double creux » déferler sur la planète ont refait surface hier, certains investisseurs et analystes estimant que les programmes de relance économique mis en place par les gouvernements ont seulement servi à stabiliser la situation sans pour autant déclencher de reprise durable. Une impression qui a fait plonger les places boursières mondiales.

« La reprise se fait essentiellement sur le dos des gigantesques programmes gouvernementaux de relance, estime d'ailleurs l'analyste Sal Guatieri, de la Banque de Montréal. La situation s'est vraiment améliorée depuis trois mois, mais nous sommes encore loin d'une reprise durable. » Lors

d'une entrevue télévisée, le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a justement rappelé hier l'importance des gestes faits par son gouvernement pour relancer l'économie, déclarant que le programme fédéral d'infrastructures commence à stimuler le secteur de la construction.

Les experts s'inquiètent toutefois de ce qui se produira quand les milliards de dollars injectés par les gouvernements de la planète s'évaporeront l'an prochain. La croissance qui avait ainsi

« Les attentes étaient trop élevées et aujourd'hui nous revenons sur terre »

VOIR PAGE A 8: FRAYEUR



REUTERS

CAUCASE RUSSE

Attentat suicide en Ingouchie

■ À lire en page A 5

■ L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le plateau de *Tout le monde en parle*. La sixième saison débordera sur Internet et à la radio.

Tout le monde en reparlera

Une tribune téléphonique pour parler de l'émission *Tout le monde en parle*

Radio-Canada fait converger son émission de télévision la plus populaire vers le Web et la radio. Faut-il y voir un signe de plus de l'appauvrissement de la grille de la Première Chaîne où les reprises se multiplient?

STÉPHANE BAILLARGEON

L'émission de télévision *Tout le monde en parle* est un peu, beaucoup, la nouvelle grand-messe du dimanche soir du Québec francophone. Dans quelques semaines, le rituel médiatique hebdomadaire connaîtra une diffusion accrue sur deux nouvelles plateformes (Internet et la radio) et sera suivi d'une tribune téléphonique à la Première Chaîne de Radio-Canada. Une sorte de version médiatique des anciennes discussions sur le parvis de l'église

pour compléter la confession cathodique...

L'allégorie religieuse fait un peu rire Martine Descarreaux, chef, Promotions et événements pour la radio de Radio-Canada. « Mais bon, oui, quand on sortait de la grand-messe, on restait sur le parvis de l'église et on échangeait avec ses voisins, ses voisines et sa famille, commente-t-elle. C'est un peu le même principe, sauf que, maintenant, c'est par l'entremise du Web et du téléphone qu'on pourra poursuivre les échanges entre nous, suite à la grand-messe. »

VOIR PAGE A 8: TRIBUNE

Le Canada n'est pas prêt pour la deuxième vague de grippe A

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

Le Canada gère bien l'épidémie de grippe LA(H1N1) jusqu'ici, mais pourrait échouer si la situation s'aggrave à l'automne. L'Association médicale canadienne avertit, dans un éditorial publié hier, que le pays n'est pas prêt à affronter la deuxième vague de grippe qui s'abattra fort certainement cet automne. Entre autres choses, le pays doit rapidement se doter d'un « chef de la grippe », dit le D^r Paul Hébert et organiser une réunion au sommet sur la question. Avant octobre.

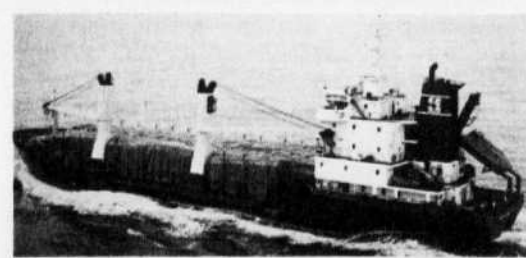
« Il ne faut pas sous-estimer cet ennemi », avertit le rédacteur en chef du *Journal de l'Association médicale canadienne* dans un éditorial publié hier. Pour affronter efficacement le virus, le Canada doit mettre en place un chef de la santé, un plan de vaccination et un plan de mobilisation des équipements et du personnel avant octobre.

Il propose la création d'un poste de chef responsable de la santé publique doté d'un véritable pouvoir exécutif. « En ce moment, on a des directeurs de la santé publique par province et le D^r Butlerjones [premier administrateur en chef de la santé publique du Canada] au fédéral, tout le monde se parle et collabore. Malheureusement, si ça ne va pas aussi bien qu'on pense [à l'automne], personne ne peut exiger qu'on fasse certaines choses », a-t-il expliqué au Devoir. « On a besoin de quelqu'un au fédéral qui puisse prendre en charge la situation durant la crise, si elle survient. »



REUTERS

VOIR PAGE A 8: GRIPPE



REUTERS

TRANSPORT MARITIME

L'Arctic Sea est retrouvé avec tout son équipage

■ À lire en page A 5

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 6
Culture	B 8	Monde.....	A 5
Décès	B 5	Mots croisés..	B 6
Économie	B 1	Sudoku.....	B 4
Éditorial	A 6	Télévision	B 7



ACTUALITÉS



L'été en ville se vit dehors, à profiter des piscines, à flâner dans les parcs, à courir les festivals. Mais l'été en ville, c'est aussi l'occasion de sortir de la routine ou des sentiers battus. Cette année encore, nos journalistes ont déniché pour vous des coins surprenants, des activités méconnues, des personnages, et fait bien d'autres découvertes qui donnent leur texture à Montréal, Québec, Ottawa...

Petite visite dans les viscères maudits de la ville

Une invitation à explorer les cachots de la première prison de Montréal sous la place Vauquelin

Peu de gens connaissent l'existence des ruines de la première prison de Montréal, sous la place Vauquelin, rue Notre-Dame. Il y a deux siècles, les lieux servaient pourtant à accueillir les criminels en tous genres. Un organisme de Montréal y organisait une visite guidée la semaine dernière.

CAROLINE MONTPETIT

Ils étaient des centaines à s'entasser, hommes, femmes et enfants mêlés, petits et grands criminels réunis, nourris d'un seul repas par jour, et respirant ensemble un air malsain dans une cinquantaine de cachots insalubres. Dans le même cachot, on pouvait rencontrer une domestique ayant volé un carré de beurre et un meurtrier, les enfants d'une femme condamnée ou des prostituées. Non, nous ne sommes pas au Moyen-Âge, mais bien à Montréal, courant XIX^e siècle, précisément sous la place Vauquelin, près des sous-sols de ce que l'on a coutume d'appeler le premier palais de justice de Montréal, rue Notre-Dame, endroit où se trouvent présentement des locaux administratifs de la ville.

Pendant que les prisonniers croupissaient au cachot, des pendants avaient lieu sur la place du Champ-de-Mars

bas, sans fenêtres et sans aération.

Pendant que les prisonniers croupissaient au cachot, des pendants avaient lieu sur la place du Champ-de-Mars. C'était une grande place, qui pouvait accueillir le plus de spectateurs possible. «*À l'époque, c'était mal vu de ne pas assister aux exécutions*», raconte la guide Manon Perron. «*On encourageait même les citoyens à y emmener leurs enfants, pour montrer qu'on était un honnête homme.*»

La pénitencierie, comme on l'appelait, n'a pourtant pas eu de très longues heures de gloire. Au cours des années 30, on en construira une autre, plus spacieuse, au Pied du Courant, terminée juste à temps pour accueillir les Patriotes. Mais à cette époque de rébellion politique, même la prison du Pied du Courant est bientôt pleine. Celle de la rue Notre-Dame reprendra donc du service pour un temps, avant que l'on construise l'édifice du deuxième pa-



L'organisme Guidatours entraînait la semaine dernière un groupe d'amateurs dans ces viscères secrets de la ville. Et les visiteurs s'amusaient ferme à visiter ces cachots aux plafonds bas, sans fenêtres et sans aération.

lais de justice de Montréal, qui abrite aujourd'hui la Cour d'appel, et la prison de Bordeaux.

«*On appelait alors la rue Notre-Dame la rue des Palais de justice*», dit Manon Perron.

Les cachots de l'ancienne prison sont donc situés entre le premier palais de justice et l'hôtel de ville, pour sa part construit en 1872. La guide y évoque les nombreux maires de la ville, partant du premier, Jacques Viger, devenu maire en 1833 grâce au soutien de la poignée d'individus qui formaient le conseil municipal, les élections démocratiques ne survenant qu'en 1852. Jusqu'en 1889, les élections

n'étaient d'ailleurs réservées qu'aux hommes propriétaires, les femmes et les locataires en étant exclues.

C'est ce Jacques Viger, donc, journaliste, fonctionnaire et artiste à ses heures, qui a dessiné les premières armoiries de la ville. Il y avait placé le castor et une rose, représentant la Grande-Bretagne, un chardon, représentant l'Écosse, et un trèfle, représentant l'Irlande. Le castor a rapidement été remplacé par une fleur de lis, représentant la France. Les quatre peuples fondateurs de Montréal y étaient donc représentés. De quoi se souve-

nir, finalement, d'une autre version de la devise des Québécois, «*Je me souviens*», écrite par Eugène-Étienne Taché, sous les armoiries de la province au parlement de Québec. Plus tard, Taché aurait en effet eu le projet d'écrire une deuxième devise, sous un monument symbolisant la nation canadienne sous la forme d'une jeune femme. On y lisait «*Née dans les lis, je grandis dans les roses*», une métaphore de l'histoire du Québec à travers les symboles floraux.

Le Devoir

GRANDE-BRETAGNE

Rencontres du troisième type

Londres lève le secret sur des documents de son dossier «*ovni*»

Londres — Des extraterrestres à la tête en forme de citron, une lueur mystérieuse au-dessus d'un cimetière: tels sont quelques-uns des éléments les plus originaux contenus dans des documents du dossier «*ovni*» du ministère britannique de la Défense (MoD) déclassifiés hier.

Le MoD a levé le secret sur des documents d'archives datant de 1981 à 1996, qui montrent notamment que le nombre de signalements d'ovnis a augmenté après la sortie de films de science-fiction à gros budget, tels que *Independence Day* ou la série *X-Files*, aux frontières du réel.

Parmi ces documents, on retrouve celui retraçant l'incident de la forêt de Rendelsham survenu en 1980. Ce dossier, publié parmi 800 autres cas conformément aux préconisations de la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act), renferme le premier témoignage de l'événement, celui du lieutenant-colonel de l'US Air Force Charles Halt, un récit connu depuis de nombreuses années. Il contient par ailleurs les conclusions d'une enquête gouvernementale et une lettre d'un ancien haut responsable conseillant vivement aux autorités de prendre les ovnis au sérieux.

Vers 3h du matin environ, ce jour de décembre 1980, rappor-

te Halt, deux militaires en service ont remarqué des «*lumières inhabituelles*» dans les bois à l'extérieur de la base aérienne américaine de Woodbridge. L'officier ajoute qu'une patrouille envoyée pour enquêter a vu «*un étrange objet brillant*». L'objet triangulaire et métallique illuminait la forêt tout entière d'une lumière blanche,

En 1995, 117 cas d'observation d'ovnis ont été déclarés. Ce total est passé à 609 en 1996, année de sortie du film *Independence Day*.

écrit-il. Le lendemain, les investigateurs découvraient des cratères dans le sol et un taux de radiations inhabituel.

Cette nuit-là, plusieurs témoins, notamment Halt lui-même, ont vu comme «*un rayon de soleil*» dans les arbres, qui s'est fracturé en cinq objets blancs avant de disparaître.

Le ministère britannique de la Défense n'a pu fournir aucune explication définitive sur ces phénomènes, ni aucune preuve d'une quelconque menace. Rien n'a été enregistré sur les radars et il n'a pas été retrouvé de trace de l'intrusion d'un objet quelconque dans l'espace aérien britannique et d'un atterrissage près de Woodbridge.

Une lettre datant de 1983 émet une explication: l'association du faisceau du phare d'Orford Ness, situé à proximité, et d'étoiles brillantes. Le ministère a dès lors classé l'affaire, sans pour autant convaincre tout le monde.

En 1985, dans un courrier adressé au secrétaire à la Défense de l'époque Michael Heseltine, Lord Hill-Norton, ancien chef des forces armées britanniques, se plaignait que cet épisode «*déroutant et terrifiant*»

n'ait jamais été expliqué de façon satisfaisante. Si cette observation est bien réelle, écrivait-il, «*l'espace aérien britannique, tout comme son territoire, est à la merci d'une intrusion injustifiée à un degré inquiétant*».

Parmi les près de 800 «*rencontres*» avec des extraterrestres recensées sur la période, l'un des récits les plus intrigants est peut-être celui de deux garçons qui ont affirmé avoir parlé avec un martien à la tête en forme de citron, apparu devant eux dans un champ, le 4 mai 1995.

«*Nous vous voulons, venez avec nous*», aurait déclaré l'extraterrestre, selon un rapport de la police établi à partir des

déclarations des deux enfants, qui semblaient «*agités et perturbés*». «*Ils ont déclaré que l'objet était haut comme environ quatre maisons et se tenait à environ dix mètres d'eux*», ajoute le rapport, qui précise que deux policiers envoyés sur les lieux deux jours plus tard n'avaient trouvé qu'un agriculteur désherbant ses cultures.

Un autre incident a été enregistré aux premières heures du 15 juillet 1996, quand un ovni a été repéré oscillant au-dessus du cimetière de Widnes, dans le nord-ouest de l'Angleterre, avant de prétendument décocher des rayons laser vers le sol.

En 1995, 117 cas d'observation d'ovnis ont été déclarés. Ce total est passé à 609 en 1996, année de sortie du film *Independence Day*.

«*Il est évident qu'il y a une sorte de lien entre les histoires dans les journaux, les programmes télévisés et les films sur des extraterrestres, et le nombre d'observations d'ovnis qui sont rapportées*», a commenté l'expert en ovnis David Clarke. Hormis 1996, l'une des années les plus productives pour les ovnis avait été 1978, quand était sorti le film *Rencontres du troisième type*, a-t-il souligné.

Agence France-Presse et Associated Press

ROLEX



OYSTER PERPETUAL
LADY-DATEJUST PEARLMASTER
EN OR JAUNE 18 CARATS

Bijouterie
Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

ACTUALITÉS

Gouvernance des universités

Les gens d'affaires n'ont pas leur place au conseil d'administration

Les étudiants insistent pour que les sièges soient détenus en majorité par des professeurs et des étudiants

À l'occasion de la dernière journée, hier, du dépôt pour des mémoires dans le cadre de la commission parlementaire sur la gouvernance des universités et des cégeps, différents organismes, fédérations et associations en ont profité pour annoncer de nouveaux projets de loi 38 et 44 n'ont guère changé, ils promettent de reprendre les mêmes batailles, armés des mêmes revendications. En espérant cette fois toucher la ministre.

LISA-MARIE GERVAIS

Les suggestions du Conseil du patronat du Québec (CPQ) de libéraliser les droits de scolarité et de composer les conseils d'administration des établissements aux deux tiers de membres «indépendants» font bondir les étudiants, qui n'y voient qu'une façon d'arrimer les institutions au marché et d'exclure les moins nantis du droit fondamental à l'éducation. Ils s'exprimaient, hier, à l'occasion de la dernière journée du dépôt des mémoires dans le cadre de la commission parlementaire sur la gouvernance des universités et des cégeps dont les auditions commenceront le 1er septembre prochain.

«La gouvernance, c'est lié à l'imputabilité, la transparence,

l'autonomie, ce n'est pas une question de frais de scolarité», a soutenu Jean Grégoire, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Un avis partagé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui estime qu'avant toute chose, il y a lieu de se poser des questions sur le rôle que doivent jouer des institutions comme les cégeps et les universités dans la société.

Les deux organisations s'entendent ainsi sur une revendication principale: que les sièges des conseils d'administration des établissements soient détenus en majorité par des représentants «internes», soit des professeurs et des étudiants. Pour l'instant, la nouvelle mouture des projets de loi de la ministre de

l'Éducation, Michelle Courchesne — qui, à quelques modifications près, sont des clones des projets de loi 110 et 107 morts au feuillet l'automne dernier avec le déclenchement des élections — propose d'octroyer près des deux tiers (60 %) des sièges à des «indépendants», une proposition appuyée par le CPQ. «On s'oppose à l'introduction d'administrateurs externes; pour nous, c'est un argument fallacieux. Ces gens-là sont des gens qui viennent du milieu des affaires et qui sont soumis à des conflits d'intérêts», a dit Christian Pépin, secrétaire à la coordination de l'ASSE.

Quant au président de la FEUQ, il qualifie de «flou» le concept d'administrateurs «indépendants». «On est passé du mot «externe» à «indépendant». On a un malaise avec ça, car on ne sait pas ce qu'on entend par «indépendant».

Peu de changements

La FEUQ se dit «décue» des modifications dont ont fait l'objet les deux projets de loi de la ministre, qui a relancé le processus de la commission parlementaire en juin dernier. «On s'attendait à des modifications d'une plus grande envergure.

Mais le pourcentage des représentants externes des conseils d'administration est passé de 66 à 60 %. Il n'y a pas eu de réelles avancées», a-t-il constaté.

Une chose normale, affirme-t-on au cabinet de la ministre, étant donné que les consultations de la commission n'ont jamais eu lieu et s'apprennent à officiellement démarquer dans deux semaines. La Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale est en train de planifier les horaires des quelque deux semaines que dureront les auditions en attendant les dépôts des mémoires des retardataires qui lui parviendront d'ici à la fin de la semaine.

Pour la FEUQ, ces auditions sont «la dernière fenêtre» pour essayer de faire changer le gouvernement d'opinion. «On espère avoir une oreille attentive de la part de la ministre. La plupart des acteurs de la société s'entendent sur les points qui ne fonctionnent pas dans les lois. [...] On trouverait déplorable qu'elle ne puisse pas prendre les critiques des organisations qui représentent la population», a conclu Jean Grégoire.

Le Devoir

Pauline Marois veut percer la cuirasse de Jean Charest

La chef péquiste entend forcer le premier ministre à rendre des comptes à la population

JOCELYNE RICHER

Québec — Dans les mois qui viennent, l'opposition péquiste va revenir à la charge pour tenter d'accomplir ce qu'elle n'a pas réussi à faire jusqu'à maintenant: briser la cuirasse du premier ministre Jean Charest.

Ainsi, dès la reprise des travaux parlementaires, en septembre, le chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, espère bien que les faux pas de ses ministres et les revers de son gouvernement vont finir par faire mal à Jean Charest dans les sondages.

«Le premier ministre peut bien avoir l'air d'être au-dessus de tout ça, que tout lui coule comme sur le dos d'un canard, qu'il soit téflon», il reste que la liste des «cafouillages» associés à des membres de son gouvernement ne cesse de s'allonger, dit-elle, en énumérant notamment les tests sur le cancer du sein et les règles régissant les cliniques d'avortement.

«Tout ça, à un moment donné, va finir par atteindre le premier ministre», a-t-elle prédit, hier, à l'occasion d'une entrevue à La Presse canadienne.

Plus que jamais, la chef péquiste entend donc forcer le premier ministre à rendre des comptes à la population, dans l'espoir que cela se traduira par une baisse de sa cote de popularité au profit du Parti québécois (PQ).

Les péquistes s'engagent à être «consistants, déterminés et persistants» à être pris au sérieux par le gouvernement, a dit Mme Marois.

Le retour à l'équilibre budgétaire, l'adoption d'un code

d'éthique pour les élus, la lutte contre le décrochage scolaire et l'avenir du système de santé seront les principaux thèmes autour desquels l'opposition péquiste compte marquer des points cet automne.

Elle s'est montrée persuadée que sa formation politique était en train, petit à petit, de gruger des appuis aux libéraux de M. Charest, en raison de la déception croissante de la population envers son gouvernement. «J'aime toujours mieux que les appuis viennent progressivement, plutôt qu'il y ait un feu de paille et que la flamme retombe rapidement», a-t-elle illustré.

Il faut un certain temps, selon elle, avant que le mécontentement de la population se traduise en gains dans les intentions de vote exprimées dans les sondages. «Jusqu'à maintenant, c'est une déception profonde que ce gouvernement, sur toute la ligne», a ses yeux.

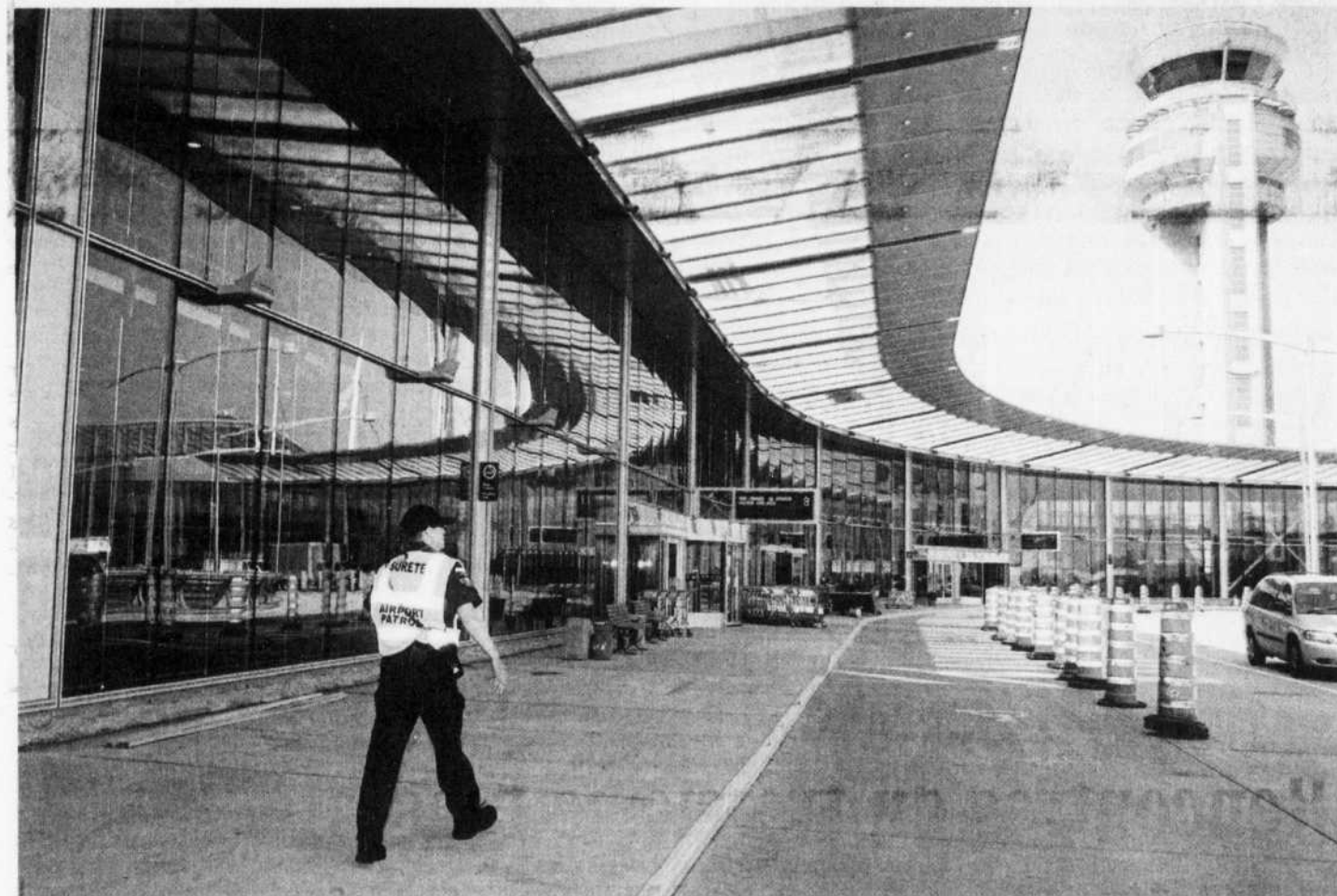
L'équipe de députés qui entoure Mme Marois se réunira à Trois-Rivières demain et jeudi, en vue de préparer la prochaine session parlementaire, qui débute le 15 septembre.

«On va continuer à demander des comptes au gouvernement et nous allons nous préparer et développer, nous, ce que nous proposerions comme alternative, comme option et comme vision», a-t-elle ajouté, en insistant sur le fait que ses députés étaient maintenant «plus aguerris».

Plusieurs rencontres de militants sont prévues au cours de l'année pour préciser la position du parti dans plusieurs dossiers.

La Presse canadienne

EMBARQUEMENT SIMPLIFIÉ POUR LE PAYS DE L'ONCLE SAM



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LES PREMIERS des 1,5 million de voyageurs annuels à se diriger vers les États-Unis transiteront demain par le tout nouveau secteur de départ de l'aéroport Montréal-Trudeau. D'abord prévu pour mai, le bâtiment accélérera le parcours des passagers et permet à Montréal de se conformer aux nouvelles exigences des douaniers américains. Dans l'éventualité d'une reprise importante, la nouvelle passerelle de départ pourrait accueillir 50 % de trafic supplémentaire vers notre voisin du sud, en plus de libérer de l'espace pour les vols internationaux. L'immeuble comprend un espace pour accueillir la gare d'une future navette ferroviaire.

EN BREF

Romanow rejette la privatisation en santé

Saskatoon — Roy Romanow, qui a présidé une Commission royale des soins de santé, reconnaît qu'il y a des améliorations à apporter à l'intérieur du système de santé canadien, mais pas au point d'y inclure des mesures de privatisation. Selon l'ancien premier ministre de la Saskatchewan, rien ne démontre que la «greffe» d'éléments de privatisation à un système de santé public aura des effets bénéfiques sur l'accessibilité aux soins. M. Romanow a également fait remarquer que de nombreuses propositions visant à améliorer le système de santé au Canada, y compris la quarantaine de suggestions qu'il avait lui-même soumises dans son rapport en 2002, n'ont jamais été entièrement mises en pratique.

— La Presse canadienne

Union de fait: Lola persiste et signe

La Cour suprême devra se prononcer sur la question des droits des conjoints de fait, a prédit l'avocate d'une femme qui a vécu en union libre avec un homme d'affaires québécois et qui a interjeté appel, hier, d'un verdict la privant d'une pension alimentaire. L'avocate de la femme connue sous le nom fictif de «Lola», Anne-France Goldwater, a affirmé que son initiative s'adressait à tous les Québécois vivant en union libre. «Aujourd'hui, beaucoup de couples, de tous les âges, croient qu'ils jouissent de tous les droits et protections édictés par la loi, parce qu'ils ont une relation intime et qu'ils sont dévoués, mais ce n'est pas le cas. Nous pensons que cela est non seulement injuste, mais aussi inconstitutionnel», a affirmé Me Goldwater, qui s'attend à ce que la cause se rende jusqu'à la Cour suprême.

— La Presse canadienne

ARCTIQUE

Une souveraineté militaire brimerait le Nunavut

Ottawa — Dans sa quête pour assurer la souveraineté canadienne en Arctique, Stephen Harper ne devrait pas miser sur l'option militaire, lui ont rappelé des observateurs hier, alors que le premier ministre amorçait une visite au Nunavut.

Une organisation économique et culturelle du nord du pays a prié le gouvernement conservateur d'appliquer en totalité l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut, affirmant que la meilleure façon de solidifier l'empreinte canadienne sur le Grand Nord passe par des communautés locales vivantes.

Selon le vice-président de Nunavut Tunngavik Inc., James Eetoolook, l'importance actuelle accordée à une présence militaire ne tient pas compte de la réalité historique. Selon lui, le

Nord s'est bâti notamment grâce au commerce, et sans les Inuits, le drapeau du Canada ne flotterait pas sur l'Arctique.

L'entente de revendications territoriales, conclue en 1993, a mené à la création du territoire du Nunavut il y a 10 ans. En vertu de cet accord, le nouveau gouvernement territorial se voyait confier la gestion de divers dossiers, notamment la faune, l'utilisation et le développement du territoire, et les taxes foncières.

M. Eetoolook a rappelé que cette entente faisait du Canada et du Nunavut des partenaires pour les années à venir. Mais le Nunavut a trop souvent l'impression de jouer le rôle de «partenaire oublié ou même invisible», a-t-il aussi déploré.

La Presse canadienne

Présidence du PLQ

Karine Joizil affrontera Marc Tanguay

RÉMI NADEAU

Québec — Pour la première fois depuis plusieurs années, une élection sera nécessaire pour déterminer le prochain président du Parti libéral du Québec.

Deux candidats, Marc Tanguay et Karine Joizil, ont l'intention de succéder au président sortant Jean D'Amour, qui a démissionné le 10 août dernier, tout juste avant d'être assermenté à titre de député de Rivière-du-Loup. Au cours des deux dernières décennies, le conseil exécutif du PLQ a désigné un président qui n'a pas eu à faire face à une élection.

Cette fois-ci, devant deux candidats ayant la ferme intention d'accéder au poste, les membres devront voter lors du conseil général qui se tiendra du 25 au 27 septembre prochain à Drummondville.

Les deux aspirants, bien connus des militants, ont déposé leur bulletin de candidature à la permanence du parti hier.

Mme Joizil, âgée de 33 ans, milite au sein du parti depuis

1994 et a occupé la fonction de secrétaire générale de l'exécutif pendant six ans.

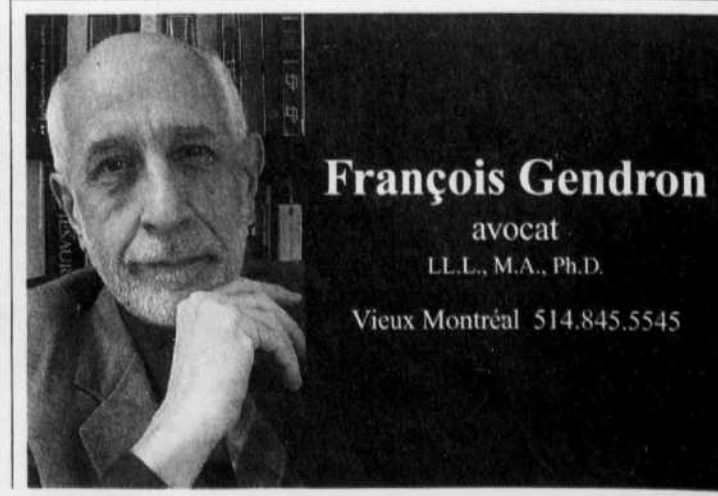
M. Tanguay, membre du PLQ depuis 2006, a été candidat de Chambly aux élections de 2007 et a ressuscité la commission des communications du PLQ. Agé de 36 ans, il a notamment participé à l'élaboration de la position du parti lors du débat sur les accommodements raisonnables.

Interrogés par La Presse canadienne lors d'entretiens téléphoniques hier, les deux candidats ont tenu le même discours sur la nécessaire dynamisation du parti.

Les deux candidats se sont dits à l'aise avec le fait que le PLQ verse un salaire annuel de 75 000 \$ au chef Jean Charest, qui touche cette rémunération en plus de son salaire de premier ministre.

Quelque 500 membres du Parti libéral du Québec pourront voter pour déterminer le prochain président, lors du conseil général de Drummondville.

La Presse canadienne



François Gendron

avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

ACTUALITÉS

Agrandissement d'une synagogue de la rue Hutchison

Montréal choisit la voie du bon sens

L'administration Tremblay reconnaît que l'exclusion des citoyens de l'arrondissement voisin avait créé un « déficit démocratique » et ne fera pas appel

JEANNE CORRIVEAU

Invoquant le gros bon sens, l'administration Tremblay a fait savoir hier qu'elle ne porterait pas en appel la décision rendue le mois dernier par la Cour supérieure en faveur d'un citoyen d'Outremont. L'arrondissement du Plateau du Mont-Royal promet de reprendre de zéro le processus de consultation entourant l'agrandissement d'une synagogue de la rue Hutchison. Cette fois, les voisins d'Outremont pourront se prononcer.

En septembre dernier, l'arrondissement du Plateau Mont-Royal avait ouvert un registre pour permettre aux citoyens opposés à l'agrandissement de la synagogue du 5363, rue Hutchison de demander la tenue d'un référendum. Benoit Dupuis, qui demeure en face de la synagogue de la Congrégation Gate David, ainsi que ses voisins n'avaient pu signer ce registre, car leurs résidences sont situées dans l'arrondissement voisin, celui d'Outremont.

Frustré d'avoir été exclu du processus, Benoit

Dupuis s'était adressé à la Cour supérieure qui lui a donné raison le 27 juillet dernier. Estimant que le Plateau n'aurait pas dû se comporter comme une « municipalité », la juge Hélène Le Bel a ordonné l'annulation de trois résolutions adoptées par le conseil d'arrondissement.

L'administration Tremblay a reconnu que l'exclusion des citoyens de l'arrondissement voisin avait créé un « déficit démocratique »: «Le gros bon sens nous dicte qu'il faut prendre en considération les représentations faites par l'ensemble des citoyens lorsqu'il y a un projet particulier qui est proposé», a expliqué hier le président du comité exécutif, Claude Dauphin.

En cour, la Ville avait pourtant plaidé le contraire. Claude Dauphin a allégué que c'est le contentieux de la Ville qui avait recommandé d'agir ainsi, convaincu qu'il s'agissait de la seule interprétation possible pour respecter les dispositions de la loi 170 sur les fusions municipales de 2002.

La Ville est donc disposée à reprendre le processus de consultation dans ce dossier et les rési-

dents d'Outremont qui habitent la rue Hutchison, entre les rues Fairmount et Saint-Viateur, pourront se prononcer, a promis la mairesse du Plateau, Helen Fotopulos. Ce secteur comporte environ 150 ménages, a-t-on indiqué.

L'administration de Gérald Tremblay souhaite toutefois que la loi soit clarifiée par Québec à la lumière de la décision de la juge Le Bel, car elle craint que l'application du jugement n'entraîne d'autres aberrations. Par exemple, un règlement de zonage touchant la présence de roulottes dans l'arrondissement de Pointe-aux-Trembles-Rivière-des-Prairies pourrait être contesté par des résidents de Lachine, a fait valoir M. Dauphin.

L'administration Tremblay n'a jamais tenté de clarifier la situation auparavant bien qu'un litige semblable soit survenu en 2003 dans le cadre du projet d'agrandissement du marché Jean-Talon. Des citoyens de Villeray n'avaient pu signer le registre, car le marché se trouvait dans l'arrondissement voisin, celui de Rosemont-La Petite-Patrie. Ce n'est qu'à l'automne dernier que l'admini-

nistration a songé à demander au gouvernement du Québec de remédier à ce problème.

M. Dauphin n'a pas manqué de rappeler que la loi 170, à l'origine de toute cette affaire, était l'œuvre de Louise Harel, ex-ministre des Affaires municipales et candidate à la mairie de Montréal. «Elle s'est réjouie du jugement [de la Cour supérieure] alors que c'est sa propre loi qui a été déclarée inopérante pour certains articles», a-t-il dit.

La loi 170 ne saurait être plus limpide, a rétorqué Louise Harel qui reproche plutôt à l'administration Tremblay de l'avoir interprétée de façon « abusive » en permettant à l'arrondissement du Plateau d'agir comme une municipalité. «Depuis des mois, je répète que ça n'a pas d'allure qu'on ait 19 villes dans la ville de Montréal. Le vrai problème, c'est que la Ville a démantelé son service d'urbanisme», a-t-elle rappelé. Selon elle, les craintes de l'administration concernant les conséquences du jugement de la Cour ne sont que de la pure diversion.

Le Devoir

EN BREF

Cinq chantiers pour Vision Montréal

La chef de Vision Montréal, Louise Harel, a annoncé hier la création de cinq nouveaux chantiers de travail dans le cadre de la préparation du programme électoral de sa formation politique. La candidate à la mairie de Montréal a confié au directeur général du Conseil régional en environnement (CRE) de Montréal, André Porlier, la responsabilité du chantier de l'environnement et du développement durable. Aida Kamar, philosophe et spécialiste en communication, s'occupera du chantier sur la diversité, alors que l'économiste Jean-Pierre Racette dirigera celui de l'habitation. L'éditeur et directeur général du Groupe L'Itinéraire, Serge Lareault, se penchera sur le développement social alors que le chef de l'opposition, Benoit Labonté, sera responsable du chantier de la culture et du projet d'exposition universelle de 2020. De son côté, l'économiste Marcel Côté prendra la relève de Pierre Delorme dans le dossier de la gouvernance puisque M. Delorme dirigera désormais le comité de coordination des chantiers. Ces groupes de travail s'ajoutent aux six autres qui avaient été dévoilés en juin dernier. Leurs recommandations serviront d'inspiration pour les candidats de Vision Montréal dans l'élaboration de la plate-forme électorale du parti.

- Le Devoir

Une vague de chaleur déferle sur le Québec

Plusieurs régions du sud du Québec ont été plongées hier dans une vague de chaleur accablante. Un smog important est venu compliquer la situation dans plusieurs régions, dont Montréal, Gatineau et la région de Lanaudière où une « détérioration de la qualité de l'air » a été notée. L'organisme Ambulance Saint-Jean en a profité pour rappeler les précautions qui s'imposent par un pareil temps, soit de se maintenir hydraté en buvant de façon régulière et en évitant les efforts physiques. Les symptômes d'un coup de chaleur sont des maux de tête et des étourdissements, un pouls très rapide, une respiration bruyante et une forte fièvre. Il est alors important d'agir rapidement pour abaisser la température du corps. Pour ce faire, il faut retirer les vêtements de la victime et la baigner dans l'eau fraîche.

- La Presse canadienne

UN COUP DE POUCE POUR REPARTIR À NEUF



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LA RENTRÉE approche, même si la canicule fait de l'ombre à l'inévitable. De nombreuses bottes d'hiver et diverses fournitures scolaires ont trouvé preneurs hier, alors que la Mission Bon Accueil distribuait des sacs d'école à 2000 enfants défavorisés de l'île. Le directeur des programmes de la mission, Paul Rainone, indique qu'il peut être difficile pour ces jeunes de rentrer à l'école et de voir que leurs amis ont tous des sacs à dos et des vêtements neufs, quand eux n'en ont pas. Il affirme que le besoin est plus grand aujourd'hui qu'il y a cinq ans et dit voir les effets de la crise économique actuelle.

Longueuil: un tramway pour le boulevard Taschereau

Jacques Goyette dévoile une plate-forme électorale qui fait la part belle aux transports en commun

JEANNE CORRIVEAU

La saison des promesses électorales est bel et bien amorcée à Longueuil. Le Parti municipal de Longueuil (PML), dirigé par Jacques Goyette, a dévoilé hier les grandes lignes de sa plate-forme électorale en vue du scrutin du 1^{er} novembre prochain. Ce programme comporte une série de mesures visant à améliorer les transports en commun sur la Rive-Sud. En plus du prolongement de la ligne de métro, le PML rêve d'un tramway pour le boulevard Taschereau.

«En début d'année, on a fait le tour de tous les quartiers et on a constaté que les problèmes de transport étaient criants», a indiqué hier M. Goyette, qui a succédé au maire Claude Gladu à la tête du parti. S'il est porté au pouvoir, le chef du PML compte créer un corridor voué aux transports en commun dans l'axe nord-sud afin de relier plusieurs pôles importants du territoire de l'agglomération. «On parle au début d'un service d'autobus rapide [sur le boulevard Taschereau] qui serait éventuellement remplacé par une ligne de tramway ou de trolleybus afin de revitaliser tout ce secteur», a expliqué Jacques Goyette.

Dans son projet de plan de transport, le PML souhaite également l'ajout de six nouvelles stations de métro et la construction d'un système léger sur rail dans l'axe du pont Champlain. La formation politique promet de lancer plusieurs mesures visant à encourager le transport actif, qu'il

s'agisse du prolongement du réseau cyclable ou de l'implantation d'un projet pilote de service de vélos en libre-service Bixi.

Sur le plan économique, le parti compte attirer de nouvelles entreprises à Longueuil et s'engage à obtenir un milliard de nouveaux investissements au cours des quatre prochaines années. «Plusieurs secteurs, comme celui du métro, sont propices à de nouveaux investissements», a précisé M. Goyette.

En matière de culture et de loisirs, le PML promet de doter Longueuil d'un Centre des arts et de rénover ses installations sportives.

La chef d'Action Longueuil et candidate à la mairie de Longueuil, Caroline St-Hilaire, n'a pas mis de temps à critiquer les promesses de son adversaire. «Quand on voit le bilan des promesses non réalisées de 2005, on peut déjà se demander quelles sont celles qu'ils ne respecteraient pas si les Longueillois décidaient de reporter ce régime usé au pouvoir pour un autre quatre ans», a-t-elle déclaré par voie de communiqué.

Jacques Goyette a par ailleurs admis que sa formation ne pourra se passer des pancartes électorales comme entendent le faire les partis dirigés par Gérald Tremblay et Louise Harel à Montréal. «Lors de la dernière élection, on avait diminué de beaucoup le nombre d'affiches et on pourrait le réduire davantage. Mais au moment où on se parle, notre équipe n'a pas l'intention de les éliminer complètement», a-t-il dit.

Le Devoir

MONTRÉAL

Factures salées pour les automobilistes

Les contraventions pour stationnement illégal coûteront jusqu'à trois fois plus cher

MARCO BÉLAIR-CIRINO

En haussant significativement les montants des contraventions pour stationnement illégal, le comité exécutif de la Ville de Montréal dit, par la voix de son vice-président, Sammy Forcillo, lancer «un cri du cœur» aux automobilistes afin qu'ils respectent la réglementation. Le chef de l'opposition officielle Benoit Labonté, lui, n'en croit rien.

Les contraventions pour stationnement illégal coûteront jusqu'à trois fois plus cher à Montréal, à compter du 1^{er} octobre, a appris La Presse hier. L'administration Tremblay-Dauphin imposera une augmentation qui fera passer de 53 à 67 millions de dollars les recettes engendrées par les 1,2 million de constats d'infraction délivrés annuellement.

Ceux qui se garent illégalement dans une zone interdite s'exposent actuellement à une amende de 30 \$, à laquelle on ajoute les frais administratifs de 12 \$. La facture totale grimpe donc à 42 \$. Dans un peu plus d'un mois, les sanctions varieront entre 40 et 60 \$, plus les frais administratifs. Et ceux qui se gareront dans des zones d'arrêt interdit paieront entre 60 et 100 \$, frais administratifs en sus.

L'augmentation la plus marquée vise les automobilistes qui se gareront illégalement dans des zones réservées aux handicapés et dans les voies réservées aux autobus. Les personnes qui feront fi du règlement écoperont, après le 1^{er} octobre, d'amendes allant de 100 à 200 \$, plus les frais administratifs, soit trois fois plus que la pénalité actuelle. «À Toronto, c'est 450 \$ [qui sont facturés aux automobilistes qui garent leur véhicule dans un espace réservé aux handicapés]», fait remarquer le vice-président du comité exécutif et responsable des finances et de la fiscalité à la Ville de Montréal, Sammy Forcillo.

L'administration Tremblay-Dauphin espère que cette hausse draconienne aura un «effet dissuasif» sur les automobilistes «délinquants». «Ce n'est pas normal que les gens paient 30 dollars. C'est depuis 1998 que les tarifs sont stables à 30 \$ à Montréal. Je veux décourager les gens qui ne respectent pas les règle-

ments», a affirmé Sammy Forcillo. Le chef de l'opposition officielle à la Ville de Montréal, Benoit Labonté, estime quant à lui qu'une campagne de sensibilisation et une application stricte des règlements en vigueur auraient suffi.

Le fardeau fiscal des Montréalais est «suffisamment élevé», selon M. Labonté. «Dans le contexte économique actuel, je ne pense pas que ça soit approprié d'aller augmenter le niveau des amendes des citoyens. [...] La Ville doit faire le ménage dans ses programmes, dans ses services, pour aller générer des économies à l'intérieur avant de transférer le fardeau aux citoyens», a-t-il affirmé hier, se gardant de promettre d'annuler la hausse des contraventions si son parti politique Vision Montréal est porté au pouvoir le 1^{er} novembre prochain. Une «rationalisation» et un «resserrement» des dépenses effectuées par la Ville peuvent «facilement» générer des économies de 200 millions de dollars, croit-il.

Le président du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal, Claude Dauphin, s'est aussi défendu hier de renflouer les coffres de la municipalité au détriment des automobilistes hors-la-loi. L'argent importe peu, assure-t-il. «Tant mieux si les gens respectent les réglementations et tant mieux s'il y a moins d'amendes récoltées par la Ville. L'important, c'est de sauver des vies et avoir moins de blessés sur nos routes.»

Le comité exécutif compte sur l'effet dissuasif de la hausse des montants des contraventions, mais entendait aussi harmoniser les amendes sur le territoire de la Ville de Montréal pour qu'elles soient conformes à celles prévues par le Code de sécurité routière. «Nous pensons qu'il est très important que les voies réservées soient libres d'obstacles tout comme les espaces de stationnement pour personnes handicapées. Nous croyons que les gens se comporteront différemment si les amendes sont harmonisées», a indiqué M. Dauphin.

Avec la collaboration de Jeanne Corriveau
Le Devoir



UN BLOGUE COLLECTIF
DES JOURNALISTES DU DEVOIR
CARNETSDUDEVOIR.COM

LE MONDE

Caucase russe

Attentat suicide en Ingouchie

Le bilan s'élève à au moins 20 morts et 130 blessés; les islamistes sont soupçonnés

VAKHA TCHAPANOV

Nazran — Vingt personnes ont été tuées et plus de 130 blessées dans un attentat suicide à la camionnette piégée commis hier contre un bâtiment de la police en Ingouchie, république du Caucase russe en proie à une rébellion islamiste très active à l'encontre des autorités.

Vers 9 heures à Nazran, «une camionnette a défoncé le portail du bâtiment de l'état-major de la police municipale et est entrée dans la cour. Une puissante explosion a retenti ensuite», a indiqué le comité d'enquête du parquet fédéral de Russie dans un communiqué.

L'attaque s'est produite au moment où les policiers étaient rassemblés dans la cour pour une réunion, a précisé le responsable du comité d'enquête du parquet, Vladimir Markine.

Vingt personnes ont été tuées, selon un bilan provisoire du comité. Le nombre de blessés a atteint 138 personnes dont dix enfants âgés de 5 à 12 ans, selon un porte-parole de la branche locale du ministère des Situations d'urgence.

Réagissant à cette tragédie, le président russe, Dmitri Medvedev, a annoncé le limogeage du ministre ingouche de l'Intérieur, Rouslan Maïriev.

«Ce n'est pas seulement une conséquence des problèmes liés à l'activité terroriste, mais aussi d'un travail insatisfaisant des forces de l'ordre de la république», a souligné le président. Cet acte terroriste aurait pu être déjoué.

Le président russe a présenté ses condoléances aux proches des victimes, a annoncé le service de presse du Kremlin. «Ce crime est une preuve de plus de l'inhumanité des bandits qui poursuivent leurs efforts en vue de déstabiliser la situation en Ingouchie», a déclaré M. Medvedev.

Le président américain, Barack Obama, s'est dit «profondément inquiet» au sujet de l'attentat, selon un communiqué de la Maison-Blanche. La présidence suédoise de l'Union européenne a également condamné cet attentat.

Selon des images diffusées par les télévisions russes, un immense cratère a été creusé par l'explosion qui a endommagé plusieurs bâtiments. La puissance de la déflagration était équivalente à 200 kilos de TNT, selon le parquet.

La camionnette s'est dirigée vers le dépôt d'armement de la police, provoquant l'explosion de munitions stockées dans le bâtiment, a indiqué la



Des bâtiments proches de celui de la police visé par l'attentat ont été endommagés ainsi qu'une trentaine d'automobiles.

police.

Des bâtiments proches de celui de la police visé par l'attentat ont été endommagés ainsi qu'une trentaine d'automobiles aux alentours, selon la même source.

Trois jours de deuil ont été décrétés en Ingouchie à partir d'hier. Cette attaque intervient quelques jours après l'annonce par le Kremlin que le président de l'Ingouchie, Iounous-Bek Evkourou, a repris officiellement ses fonctions après avoir été grièvement blessé fin juin dans une tentative d'assassinat.

Cette république frontalière de la Tchétchénie est touchée par une rébellion qui s'inspire des mouvements indépendantistes et islamistes ayant lutté contre Moscou au cours de deux guerres en Tchétchénie pendant les années 1990 et au début des années 2000. Des attaques visent fréquem-

ment les autorités et les forces de l'ordre.

«Il y a longtemps que nous n'avions pas connu une telle attaque», a observé le porte-parole du président ingouche, Kaloi Akhilogov. «Il n'y a pas assez de sang» pour soigner les blessés, a-t-il ajouté.

Aux yeux de M. Evkourou, des islamistes étaient derrière l'attentat suicide d'hier.

«Il ne fait aucun doute que c'est l'oeuvre de combattants qui cherchent à accroître leur importance. Il s'agit d'une tentative de déstabiliser la situation et de semer la panique», a ajouté M. Evkourou, selon des propos rapportés par son porte-parole.

La semaine dernière, le ministre ingouche de la Construction, Rouslan Amerkhanov, avait été tué par balles dans son bureau à Magas, capitale administrative de l'Ingouchie.

Agence France-Presse

AFGHANISTAN

Obama exclut une victoire «facile»

Phoenix — Le président américain, Barack Obama, a averti hier que la victoire contre les insurgés en Afghanistan ne serait ni «rapide» ni «aisée».

«L'insurrection en Afghanistan n'a pas commencé du jour au lendemain», a déclaré lundi le président américain lors d'un discours à Phoenix, en Arizona, devant l'association des anciens combattants des guerres à l'étranger (Veterans of Foreign Wars).

«Nous ne pourrions pas la vaincre du jour au lendemain. Ce ne sera pas rapide. Ce ne sera pas facile», a-t-il ajouté, à trois jours des élections en Afghanistan, menacées par les violences des talibans et l'augmentation du nombre de morts parmi les troupes américaines et alliées.

Le président a défendu ce conflit, estimant qu'il avait été «fondamental» pour défendre le peuple américain en privant al-Qaïda de refuges pour planifier de nouvelles attaques après le 11-Septembre.

Notant une recrudescence des combats «intenses» en Afghanistan, il s'est engagé à constamment adapter les stratégies américaines et à s'assurer que les soldats disposeront des ressources dont ils ont besoin.

M. Obama, qui a érigé le front afghan en priorité de son mandat, n'a toutefois pas dévoilé les futures évolutions stratégiques de son administration, qui a envoyé des milliards de dollars et des renforts dans le pays depuis sa prise de fonctions en janvier.

Le président américain a déjà ordonné le déploiement de 21 000 soldats supplémentaires, ce qui portera leur nombre à 68 000 d'ici la fin de l'année. Et les experts prédisent que le commandant des forces américaines dans le pays, le général Stanley McChrystal, pourrait prochainement réclamer de nouveaux renforts par milliers.

Selon des responsables américains consultés par l'AFP, le général McChrystal chercherait également à réduire le nombre de troupes assignées à des tâches de soutien — courrier, gardes à l'entrée des bases, par exemple — afin de libérer des hommes pour combattre l'insurrection.

En présentant sa stratégie pour l'Afghanistan en début d'année, M. Obama avait affirmé que l'objectif était de «désorganiser, démanteler et vaincre al-Qaïda au Pakistan et en Afghanistan et empêcher leur retour».

Mais face à la dégradation de la situation, le président semble de plus en plus enclin à essayer de remettre la nation afghane sur pied, à l'aide de méthodes éprouvées en Irak: protéger en priorité la population au lieu de livrer la chasse aux insurgés, former de vastes forces de sécurité nationales et promouvoir le développement économique et politique du pays.

Les élections du 20 août constituent un test important pour les forces armées américaines et internationales de l'OTAN. Toutes les forces de sécurité disponibles — 200 000 Afghans appuyés par 100 000 soldats étrangers, aux deux tiers américains — seront mobilisées autour du scrutin de jeudi, pour lequel 17 millions d'électeurs sont appelés aux urnes.

La campagne électorale prend fin dans un climat tendu

Kaboul — La campagne pour les élections présidentielle et provinciales s'est achevée hier en Afghanistan, où les talibans ont multiplié les attaques ces derniers jours pour perturber le scrutin et décourager la population d'aller voter jeudi.

Les électeurs devraient pouvoir se rendre aux urnes sans trop de problème à Kaboul, dans les environs et dans le Nord, relativement paisible, mais dans le Sud et l'Est, l'insurrection est dangereusement active. Les autorités ont déjà prévu que jusqu'à 10 % des quelque 6800 bureaux de vote pourraient rester fermés jeudi, principalement dans le Sud et l'Est.

Sur une population d'environ 33 millions d'habitants, les quelque 17 millions d'électeurs inscrits, dont environ 40 % de femmes, devront choisir entre 41 candidats, dont deux femmes, selon la Commission électorale indépendante (IEC).

Hamid Karzaï est donné grand favori pour un deuxième mandat de cinq ans mais son ancien ministre des Affaires étrangères, le Dr Abdullah Abdullah, pourrait le contraindre à un deuxième tour, avec la menace alors d'un front anti-Karzaï de circonstance. Il faut recueillir plus de 50 % des suffrages pour l'emporter dès le premier tour. Le vote du Sud s'annonce crucial pour le président, issu de l'ethnie pachtoune majoritaire en Afghanistan, principalement installée dans le Sud et l'Est du pays.

D'après un sondage réalisé par l'Institut républicain international, financé par les Etats-Unis, le président sortant est crédité de 44 % des intentions de vote contre 26 % à son principal adversaire. Hamid Karzaï a été élu lors de la première présidentielle directe en 2004, mais depuis son aura s'est ternie.

Il apparaît, en Afghanistan comme à l'étranger, comme un dirigeant trop faible, qui conclut des accords avec les seigneurs de guerre, tolère le trafic



Le chef de guerre Abdoul Rachid Dostum est rentré d'exil hier. La décision du président Hamid Karzaï de lui offrir l'amnistie a fait l'objet de critiques.

de drogue et ignore la corruption, nerf de la guerre des talibans. Le retour en force et la progression des fondamentalistes armés depuis trois ans alimentent les critiques.

L'attentat-suicide de samedi, qui a fait sept morts devant le siège de la force de l'OTAN à Kaboul, prouve la capacité de terreur des talibans, qui mènent des actions de plus en plus spectaculaires et coordonnées, signe pour certains spécialistes d'une formation prodigieuse par al-Qaïda. Hier encore, deux Américains (un militaire et un civil travaillant pour l'armée) sont morts en Afghanistan. L'armée américaine a perdu 22 hommes ce mois-ci.

Associated Press

L'Arctic Sea est retrouvé avec tout son équipage

Moscou — L'Arctic Sea, ce cargo mystérieusement disparu depuis fin juillet, a été retrouvé avec son équipage par une frégate de la marine russe au large des îles du Cap Vert, a déclaré hier le ministre russe de la Défense Anatoli Serdioukov.

Selon le ministre, les 15 membres d'équipage russes du navire sont «vivants, tous sont sains et saufs». Ils ont été transférés à bord de la frégate Ladny, a-t-il précisé, cité par les agences de presse russes RIA-Novosti, Interfax et ITAR-Tass.

D'après M. Serdioukov, le cargo a été retrouvé dimanche soir vers 21h GMT à environ 480 km des côtes du Cap Vert, dans l'Atlantique au large du Sénégal. Le ministre n'a pas fourni de plus amples précisions dans l'immédiat sur les circonstances de la réapparition du cargo.

Le navire de 98 m, propriété d'un armateur finlandais, battant pavillon maltais, a disparu le 28

juillet avec à son bord 15 membres d'équipage russes et un chargement de bois d'une valeur de 1,3 million d'euros. L'Arctic Sea avait quitté la Finlande le 23 juillet à destination de l'Algérie où son arrivée était prévue le 4 août. L'équipage a affirmé avoir été attaqué en cours de route, le 24 juillet, dans les eaux suédoises.

Samedi, les autorités finlandaises ont déclaré que le propriétaire du bateau avait reçu une demande de rançon, sans livrer davantage de détails, ni confirmer si des pirates ont pris d'assaut le navire. Selon Anatoli Serdioukov, l'équipage n'était pas sous la menace d'armes lorsque le cargo a été retrouvé par le Ladny.

Les polices finlandaise et suédoise ont déclaré lundi ne pas avoir eu confirmation de la localisation du cargo.

Associated Press

Peine de mort aux États-Unis

La Cour suprême étudiera l'appel de Troy Davis

LUCILE MALANDAIN

Washington — Le condamné à mort noir américain Troy Davis va pouvoir présenter les «nouveaux éléments» plaidant en faveur de son innocence devant un tribunal fédéral, grâce à la décision surprise de la Cour suprême des Etats-Unis hier d'ordonner la tenue d'une nouvelle audience.

Un tribunal fédéral de Géorgie «devra recevoir des témoignages et établir si les preuves qui pourraient n'avoir pas été disponibles au moment du procès établissent clairement l'innocence», écrit la Cour suprême dans sa décision. Le risque conséquent de mettre à mort un homme innocent justifie de manière évidente la tenue d'une nouvelle audience.

La Cour évoque un cas «suffisamment exceptionnel» pour avoir conduit l'institution à rendre une telle décision, juridiquement rarissime. Qui plus est en plein été, alors qu'elle ne doit reprendre ses activités qu'en septembre.

Troy Davis, 40 ans, a été condamné à mort pour le meurtre de Mark Allen MacPhail, un policier blanc, en 1989 à Savannah (Géorgie). Depuis 18 ans dans le couloir de la mort, il clame son innocence. En 1991, neuf témoins ont déposé contre lui dont sept se sont depuis dédités, affirmant avoir à l'époque fait l'objet de pressions de la part des policiers. L'arme du crime n'a jamais été retrouvée et il n'existe aucune trace d'ADN ni empreinte digitale. Un témoin à charge dans son procès se serait même vanté d'avoir tiré ce soir-là.

«C'est presque une situation unique de voir la Cour suprême renvoyer devant un tribunal inférieur un dossier concernant l'innocence» d'un condamné à mort, s'est réjoui Stephen Bright, professeur de droit à l'Université de Yale et militant anti-peine de mort. «Troy Davis a toujours perdu ses recours à un vote près [...], je crois que tout le monde a été surpris que la Cour prenne cette décision», a-t-il précisé.

«Nous sommes reconnaissants à la plus haute juridiction de la nation d'avoir eu la sagesse d'ordonner une nouvelle audience pour Troy Davis, a réagi dans un communiqué Amnesty International. Étant donné le manque de preuves liant Troy Davis au meurtre, il serait totalement inconsideré de l'exécuter comme un moyen commode de régler les derniers détails.»

Mais la tenue d'une audience dans le but d'examiner la possibilité d'un nouveau procès pourrait être pour le condamné à mort le début d'une autre bataille judiciaire.

Troy Davis a déjà vécu mille enfers. Trois fois en moins d'un an, il a appris la suspension de son exécution quelques jours, voire quelques heures, avant d'entrer dans la chambre de la mort.

Tous ses recours ont jusqu'ici été rejetés un à un, y compris en avril devant la cour d'appel de Géorgie, au motif de dépassements de délais pour le dépôt d'appels ou de recours.

La reprise du cours judiciaire suspend toute nouvelle date d'exécution mais «la Cour suprême dit que les preuves devaient être tellement fortes qu'elles prouvent clairement son innocence», a expliqué Stephen Bright.

Chose ardue vingt ans après les faits, surtout après un verdict de culpabilité qui inverse les rôles. La règle veut en effet lors d'un procès que ce soit à l'accusation de prouver la culpabilité de l'accusé.

Il n'est en outre pas sûr que les «nouveaux éléments» puissent comprendre les témoignages revus de ceux qui avaient déposé à charge en 1991.

Devenu un symbole de la lutte contre la peine de mort, Troy Davis a reçu des soutiens de l'Union européenne, du Pape Benoît XVI ou de Jimmy Carter.

Agence France-Presse

EN BREF

La Géorgie quitte la CEI

Tbilissi — La Géorgie doit se retirer officiellement aujourd'hui de la Communauté des Etats indépendants (CEI, dominée par Moscou), a annoncé hier le ministre géorgien des Affaires étrangères, un an après la guerre avec la Russie. Le vice-ministre géorgien des Affaires étrangères, David Jalagania, a déclaré à la presse que la Géorgie achèverait aujourd'hui le processus de retrait de la CEI qui a duré un an. Il a précisé que la Géorgie continuerait d'observer certains traités passés avec la CEI, notamment ceux ayant trait au commerce et aux déplacements des personnes à l'intérieur de l'ancienne Union soviétique. — AFP

Vague d'assassinats au Mexique

Ciudad Juarez — Vingt-neuf personnes ont été tuées depuis dimanche dans des règlements de comptes entre cartels de la drogue dans le nord du Mexique, dont huit abattues dans un bar de Ciudad Juarez, ont annoncé hier les autorités judiciaires locales. Un groupe d'au moins six tueurs a fait irruption dans le bar vers 1h30 du matin et a abattu le propriétaire et son épouse, tirant ensuite sur des clients des rafales de fusil d'assaut. Les tueurs sont repartis en laissant sur place huit morts et quatre blessés dans un état grave, selon le Parquet. Un commando en uniformes noirs avait tué six hommes dimanche après-midi, dans une maison d'une localité proche de Ciudad Juarez, la ville la plus meurtrière du Mexique, à la frontière américaine face à El Paso au Texas. — AFP

ÉDITORIAL

Produits locaux

D'abord le prix

Les supermarchés du Québec finiront-ils par offrir plus d'espace sur les tablettes pour que nos carottes, nos tomates, nos framboises, nos fraises côtoient au moins les américaines? Ils n'auront pas le choix, assurait hier dans *Le Devoir* un professeur de marketing. Les obstacles restent pourtant nombreux avant que l'on assiste à un retournement de situation.

Ce qui se joue tous les jours dans les épiceries du Québec a été bien résumé, hier midi, par une participante à la tribune téléphonique de la radio de Radio-Canada qui, inspirée par la une du *Devoir*, avait fait de l'alimentation locale son sujet de discussion. «Je suis prise entre mon cœur et mon portefeuille», a d'emblée admis la dame. Elle n'est pas la seule, et les supermarchés le savent.

Aux sondages qui leur demandent s'ils souhaitent acheter local, bio, sécuritaire et *tutti quanti*, les Québécois répondent massivement oui, oui, oui et encore oui. Mais ce qui les guide vraiment n'a qu'un nom: le prix. Le moins élevé, évidemment, et encore plus en période de récession.

C'est là notamment une affaire de culture qui avait été bien soulignée, en 2004, à la commission permanente de l'Assemblée nationale sur l'agriculture, les pêcheries et l'alimentation, qui planchait alors sur la sécurité alimentaire. Les Québécois, avait-on appris, consacrent 17 % de leurs revenus à l'épicerie, contre 24 % pour nos gourmets cousins français. Et ils n'étaient prêts à payer que 4,5 % de plus pour un produit à valeur ajoutée — l'achat local, par exemple.

Mais même payer agace: le passé rural du Québec n'est pas encore si lointain pour que la mémoire collective n'ait pas gardé souvenance des légumes que soi-même, ou la parenté, tirait de son potager, et ce, gratuitement!

Cette toile de fond demeure. Certes, les marchés publics sont en vogue, mais ils n'occupent que quelque 1,5 % de la vente des fruits et légumes au Québec. Rien à voir avec la France où le poids des consommateurs «rebelle» est tel qu'il y a cinq ans, on avait constaté que les ventes d'aliments produits à la chaîne avaient reculé dans les grandes surfaces!

De plus, même dans les marchés publics, bien des produits ne viennent pas du Québec. «Une grande proportion du commerce qui se fait là, c'est de la revente de fruits et légumes importés achetés en gros au Marché central [de Montréal] et vendus par des gens en salopette», s'est déjà indigné en nos pages le célèbre chef cuisinier Normand Laprise.

En fait, la part du «local» dans nos assiettes ne cesse de reculer: en 2006, 93 % des fruits frais et 46 % des légumes frais vendus au Canada étaient importés, contre respectivement 77 % et 23 % en 1965. La variété des produits consommés est incomparable par rapport à il y a trente ans, mais cela signifie aussi que nos tomates et nos poivrons viennent maintenant massivement du Mexique, et que les fraises américaines sont vendues, et achetées!, toute l'année!

Néanmoins, il est vrai qu'à prix égal, les consommateurs préfèrent ce qui vient d'ici, vrai qu'afficher «Aliments du Québec» fait augmenter les ventes d'un produit, vrai qu'une tranche de consommateurs se fait de plus en plus exigeante.

Mais si les bénéfices de Metro, Sobeys et Loblaw — qui contrôlent 80 % du marché — sont en hausse, c'est parce qu'ils rationalisent, notamment en centralisant la distribution. Que cela nuise aux petits producteurs d'ici n'est donc pas, pour eux, un argument: il faudra en trouver de plus payants. Après tout, ce n'est pas (que) l'écologie qui les a amenés à enfin faire payer les centaines de millions de sacs de plastique utilisés chaque année, mais parce qu'il y avait là un vertueux moyen de faire des économies en ces temps difficiles!

Attentat en Ingouchie

La poudrière

Dans le Caucase russe, chaque jour qui passe ajoute meurtres et enlèvements et à un inventaire depuis longtemps impressionnant. Hier, un attentat suicide commis en Ingouchie, petite république autonome de la Fédération russe, a fait une vingtaine de morts et plus de cent blessés. Le *modus operandi* employé par les auteurs permet d'avancer qu'il s'agit d'islamistes. D'où viennent-ils? Peut-être de l'Ingouchie, peut-être du Daghestan, de la Tchétchénie, voire de l'Azerbaïdjan ou autres États croupions situés sur le flanc sud de la Russie.

Chose certaine, ce énième acte confirme avec force l'explosion des violences constatées depuis le début de l'année au sein des pays qui forment le chapelet géographique qui va de la mer Caspienne à la mer Noire. Autrement dit, qui sont traversés par des oléoducs contrôlés par les Russes ou qui sont parallèles à des routes pétrolières et gazières maîtrisées par les Occidentaux et les Turcs. Si elle ne suffit pas à tout expliquer, voire tout justifier, la guerre sourde que se livrent Occidentaux, Turcs et Russes sur fond de pétrole imprime sur les relations et rapports de force entre acteurs régionaux une influence prépondérante.

Cela étant, hier, c'est un commissariat de police qui était visé. Avant-hier, c'était la directrice d'une ONG qui s'occupait d'enfants tchétchènes traumatisés par des mines antipersonnel. Avant avant-hier, c'était un journaliste tchétchène et l'animateur d'un site ingouchie voué à la défense des droits de la personne sans oublier l'instituteur du Daghestan ou le ministre de la

Construction de l'Ingouchie. On insiste, jour après jour, on tue et on kidnappe. Et dire...

Et dire qu'au printemps dernier, le président russe Dmitri Medvedev avait clamé la normalisation de la situation. Il est vrai qu'après avoir fait éliminer les présidents récalcitrants des environs par des hommes dévoués au Kremlin, Medvedev et l'homme fort de la Russie, évidemment Vladimir Poutine, pensaient avoir repris le dessus. Le hic, c'est que les nouveaux leaders de l'Ingouchie ou du Daghestan sont aussi corrompus que les anciens. Et comme leurs prédécesseurs, ils protègent leurs commerces, leurs portefeuilles, en commandant l'assassinat des opposants.

Dans cette histoire, il y a évidemment une toile de fond propre à compliquer à l'extrême la lecture géopolitique que l'on peut se faire. De quoi s'agit-il? De l'Azerbaïdjan, voisin imposant du Daghestan, et de l'Iran. Au royaume des ayatollahs, on craint comme la peste que l'Azerbaïdjan sunnite parvienne à atteindre son objectif numéro un: un renforcement territorial avec le soutien discret de la Turquie où les sunnites sont majoritaires. Il faut savoir que ces deux nations étouffent l'Arménie chrétienne en maintenant un blocus économique. Il faut savoir surtout que le meilleur allié des Russes dans ce Caucase en pleine implosion s'appelle l'Arménie où Moscou stationne brigade de blindés et bombardiers. En clair, un affrontement plus frontal se profile à l'horizon du Caucase russe.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEÉ BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

L'IMAGE D'IGNATIEFF EN PREND UN COUP...



EN REPRISE



JOSÉE BOILEAU

LETTRES

À qui le gâteau?

La querelle Montréal-Québec sur les dates de leurs festivals paraît bien ubuesque vue des autres régions. Ce gros problème est si peu de choses comparativement à ce que le reste du Québec a à faire face, lui. Mentionnons juste un exemple: le traitement accordé par les médias nationaux aux activités estivales qui se déroulent partout.

La vraie saison touristique, on le sait, est brève au Québec: juin, juillet et août, surtout. Ce laps de temps limité force les régions à s'arracher le cœur pour séduire le touriste-voyageur. En même temps, les villes de Montréal et de Québec font aussi des efforts pour être attractives. C'est normal et nous savons que bien des gens aiment aller humer la frénésie d'un grand centre urbain.

Mais l'attitude adoptée par nos médias nationaux (journaux, stations de télévision et de radio) est à mettre en question. Publiés ou diffusés de Montréal et de Québec, nos médias, en été, deviennent plutôt des organes de ces villes en se transformant en porte-parole des événements festivals qui s'y déroulent à la queue leu leu. Ainsi, un simple spectacle d'artiste programmé à une activité à Montréal ou à Québec est annoncé l'avant-veille, la veille et le jour même, et fera l'objet d'un compte rendu le lendemain! Et ce ne sont pas des annonces payées, mais bien des articles.

Voilà comment nos deux grandes villes se font la part belle tandis que celle des autres régions est plutôt congrue. Le gâteau est bien

mal partagé pour toute la maison!

Georgy Bouffard

Petit Matane, le 17 août 2009

Merci à nos guides étudiants

Il arrive souvent que le message porté sur notre jeunesse soit fort négatif. Les jeunes d'aujourd'hui seraient incultes, parleraient par onomatopées, décrocheraient en masse, ne s'intéresseraient qu'à leurs textos, bref un beau gâchis.

Certes, tout cela n'est pas totalement faux, mais nos jeunes sont tellement plus que cela. Au cours des dernières semaines, ma famille et moi avons eu l'occasion de parcourir le Bas-Saint-Laurent et de faire plusieurs visites dans la grande région de Montréal. Que retenir de ces visites? Certainement des visites guidées de grande qualité offertes par des étudiants et des étudiantes embauchés dans ces lieux touristiques.

Merci à Sandra, guide à la centrale d'Hydro-Québec de Beauharnois qui a admirablement su garder l'intérêt et l'attention de notre groupe de près de 30 personnes d'âges pourtant fort variés avec son superbe équilibre de détails techniques et d'éléments de l'histoire et de la géographie de la région.

Je pense à Ariane de la Station exploratoire du Saint-Laurent à Rivière-du-Loup qui nous a parlé avec tant d'éloquence et de passion des oiseaux, des mammifères, des poissons du fleuve et qui a, sans démagogie, admirable-

ment posé le débat sur la chasse au phoque.

Je pense à Martin du Lieu historique du commerce de la fourrure de Lachine qui, en une petite trentaine de minutes, nous a captivés avec l'histoire des Voyageurs qui partaient dans leur canot à la recherche des fourrures, nous a parlé de la concurrence entre les compagnies et bien expliqué ce qui distinguait les peaux les unes des autres. Les garçons d'une dizaine d'années qui étaient avec moi le bombardaient littéralement de questions, signe qu'ils avaient, tout comme moi, solidement accroché aux paroles de notre guide.

Je pense à Annie du Fort Ingall à Cabano qui a si bien décrit le contexte de cette querelle canado-américaine des années 1850 dont j'avais vaguement retenu quelques souvenirs de mes lointains cours d'histoire et qui a rendu à merveille ce qu'était la vie dans un fort à l'époque. Tout cela avec une grande attention portée à une famille de notre groupe qui parlait plus difficilement le français.

Je sais bien que cette «qualité totale» n'est pas répandue partout, mais sachons la reconnaître là où elle est bien implantée. Sachons apprécier la qualité d'une langue bien parlée, d'une passion bien transmise et d'une belle compétence à partager un savoir. Et prenons le temps de le dire «directement» à ces jeunes quand on apprécie ce qu'ils font. N'en doutez plus: la relève est là!

Daniel Duranleau

Montréal, le 12 août 2009

LIBRE OPINION

Pourquoi pas le provincialisme?

ALEXIS ST-GELAIS

Saguenay

Je souhaite répondre à Virginie Proulx, qui a signé «Small is Beautiful: plus que jamais», dans la page Idées du *Devoir* du 13 août dernier. Votre lettre d'opinion visant à démontrer la nécessité de la souveraineté du Québec à partir des principes d'Ernst Friedrich Schumacher (*Small Is Beautiful*, 1973) présente un argumentaire bien ficelé et particulièrement agréable à lire dans le cadre d'un débat souvent trop émotif et emporté. Du même souffle, bien que je sois fédéraliste, mon opinion se rapproche plus de la vôtre que de celle des plus radicaux des deux camps. Cependant, une réflexion parallèle m'amène à une conclusion sensiblement différente de ce que vous exposez.

En effet, vous partez du principe que la structure fédérale canadienne ne peut être réformée. Si je ne puis nier que les tentatives passées de résolution de la question ont été vaines, je me dois également de souligner que, dans tous les cas, les protagonistes de ces négociations se sont toujours basés sur le fait que le Québec seul voulait plus de pouvoirs et d'autonomie. De mon côté, j'ai le sentiment que si nous tirons de manière isolée sur la couverture, jamais nous n'en arriverons à une entente satisfaisante.

Comme vous le mentionnez dans votre article, dans l'idéal, chaque province canadienne serait un pays indépendant. Ceux-ci pourraient ensuite construire, à l'instar de l'Europe, une structure d'intégration politique et économique à partir de fondations plus saines. Cette situation a, hélas, bien peu de chances de se produire dans la réalité. Bref,

nous semblons être face à une impasse, à laquelle certains proposent la souveraineté.

Néanmoins, vous mettez vous-même le doigt sur le principal problème de notre approche jusqu'à présent, peut-être de manière inconsciente. Vous posez que l'indépendance des provinces permettrait leur épanouissement «sans devoir incessamment revendiquer des droits ou de l'argent d'un ordre de gouvernement supérieur». Vous poursuivez en ajoutant qu'il «y a certainement dans le fédéralisme une perte évidente de pouvoir, d'argent, de liberté et de démocratie pour les citoyens».

Qu'en serait-il si nous cessions tout simplement, avec les autres provinces, de considérer le gouvernement fédéral comme un palier supérieur pour plutôt le voir comme étant subordonné aux États fédérés, disposant d'une légitimité découlant d'une volonté commune d'association, comme le voudrait un réel esprit fédéral? La perte de pouvoir, d'argent, de liberté et de démocratie dont vous parlez existe réellement, non pas dans le principe fédéral en lui-même, comme vous le laissez entendre, mais plutôt dans le modèle canadien actuel, conçu il y a près d'un siècle et demi pour une tout autre réalité.

Je développe depuis un certain temps cette idée de «provincialisme», qui consisterait à tenter de réunir toutes les provinces autour d'un principe central: le palier gouvernemental provincial devrait être à la base de la construction du Canada moderne. La décentralisation des pouvoirs ne doit pas se faire au seul profit du Québec, à plus forte raison lorsque l'on considère que l'élasticité de l'asymétrie a ses limites et qu'un trop grand déséquilibre entre les partenaires fédérés mènerait tôt ou tard à des crises profondes. Toutes les provinces doivent plutôt s'unir pour re-

mettre à l'honneur l'esprit réel du fédéralisme: une union d'entités politiques consentantes se dotant d'institutions communes, mais n'étant pas inférieures à elles, bien au contraire.

Bien entendu, une telle ambition ne serait pas une mince affaire à traduire dans la réalité. Il existe toutefois des indices encourageants. Certaines provinces semblent de plus en plus prendre conscience qu'elles sont trop à l'étroit dans les pouvoirs qui leur sont conférés: l'Alberta et Terre-Neuve semblent notamment assister à un réveil des consciences provincialistes. La coopération interprovinciale semble également se renforcer alors que les premiers ministres se rencontrent fréquemment.

Un effort de renversement de perspective dans la conception du fédéralisme au Canada passerait par une réécriture approfondie de notre constitution, ce qui nous permettrait de mettre à jour un document devenu peu pertinent pour notre époque et n'ayant subsisté que par la force des désaccords et du *statu quo*. Ce serait un exercice certes exigeant, mais qui mériterait d'être tenté ne serait-ce que pour essayer d'établir une réforme dans une optique nouvelle et plus équitable.

Avant de nous tourner définitivement vers la souveraineté, je crois donc que nous aurions tout avantage à voir les problèmes du fédéralisme canadien d'un œil nouveau et à tenter d'y apporter des solutions plus adaptées à la réalité moderne. D'ailleurs, le même esprit ne devrait-il pas présider à une certaine décentralisation au sein même du Québec? Avec le provincialisme, nous pourrions bénéficier du meilleur de «small is beautiful» et de «l'union fait la force».

IDÉES

Pour l'aggiornamento du Québec

CHRISTIAN LAMONTAGNE

Journaliste à l'Agence de presse libre du Québec en 1971, cofondateur du magazine Le Temps Fou en 1978 et fondateur du magazine Guide Ressources en 1985. En 1998, il a fondé le site Internet Passeport Santé (Réseau Proteus), où il travaille toujours.

Il y a si longtemps que la vie politique québécoise gravite autour du débat sur le statut politique du Québec qu'il est difficile d'imaginer qu'il puisse en être autrement tant que la question ne sera pas résolue. Mais elle ne semble pas près de l'être, car si les souverainistes n'ont pas atteint leur objectif, les fédéralistes n'ont pas réussi à disqualifier et à marginaliser leurs adversaires.

Comme le remarquait récemment un commentateur, ce sont les situations d'oppression qui engendrent les mouvements de libération. De ce point de vue, la «situation d'oppression» est bien légère malgré les difficultés associées au statut de minorité linguistique isolée et le Québec bashing en réaction à nos revendications particulières.

L'indépendance pour la langue?

Le problème, c'est que l'indépendance politique ne changerait strictement rien à la situation linguistique. Les progrès qu'il reste à faire au niveau de l'hégémonie et de l'apprentissage du français ne nécessitent pas l'indépendance pour être réalisés.

Pire encore, pour les Québécois francophones, que le Québec soit indépendant ou non, le dilemme linguistique semble impossible: offrir aux jeunes Québécois un apprentissage suffisant de l'anglais pour leur permettre d'être à l'aise dans le monde, et risquer ainsi une érosion du français, ou retarder l'apprentissage de l'anglais et handicaper leur avenir. Ce n'est pas un choix.

Le dilemme ne peut se résoudre qu'en suscitant une adhésion émotive forte à la langue et à la culture françaises. Une telle adhésion ne se décrète pas, elle se construit sur des générations et repose sur la vitalité de la culture et sur la responsabilité des créateurs. Combien réalisent que l'avenir du français au Québec dépend autant des artistes, des écrivains, des

communicateurs et des enseignants que des politiques gouvernementales? La souveraineté ne changerait rien à cette réalité.

Élan puis léthargie

Pendant trois décennies, l'espoir de voir se réaliser la souveraineté du Québec a été un puissant stimulant de la créativité québécoise, aussi bien sur le plan culturel qu'économique. L'impasse qui dure depuis 15 ans et l'absence de perspective de la voir disparaître de sitôt ont entraîné le Québec dans une sorte de léthargie et un désir d'oublier tout ça dans un chapelet de «partys», certes bien faits, mais vides de sens.

Je crois que les Québécois aiment l'action, les défis et les grands projets. À cet égard, la période actuelle est une longue traversée du désert. Et ce n'est plus le projet souverainiste qui peut constituer ce grand défi.

Je crois que les Québécois aiment l'action, les défis et les grands projets. À cet égard, la période actuelle est une longue traversée du désert. Et ce n'est plus le projet souverainiste — qui n'est pas parvenu en 50 ans à convaincre une majorité de Québécois — qui peut constituer ce grand défi. En fait, les paramètres actuels de la question nationale ne permettent pas de trouver la moindre piste de projet mobilisateur.

L'ancien ministre péquiste Jean-François Simard se demandait récemment comment réagirait le Canada si l'objectif souverainiste se transformait en nationalisme d'accommodement. À mon avis, ce n'est pas la bonne question. Si le Canada n'a pas réagi plus qu'il ne l'a fait depuis près de 50 ans aux demandes québécoises, pourquoi réagirait-il davantage et avec intérêt à une nouvelle forme de nationalisme québécois? Il n'y a rien à attendre de ce côté-là. Et ce n'est pas ce qui importe en ce moment.

Ce qui importe vraiment, c'est le dynamisme de la société, le souffle, l'énergie qui la traverse. Il faut les retrouver. Cela, me semble-t-il, exige des débats sur des projets de société. Est-ce vraiment un passage obligé? Je le crois. Nous avons tellement mis de côté ces débats, tout occupés que nous étions à maintenir les

forces unies pour ou contre l'objectif de la souveraineté, que le Québec s'est peu à peu figé et a évité systématiquement les débats de fond et les remises en question.

C'est, en bonne partie, cet immobilisme que l'ADQ a essayé de dégelé maladroitement et avec démagogie. C'est ce que Joseph Facal, François Legault, les jeunes libéraux et plusieurs autres groupes ont essayé d'essayer de faire. Paradoxalement, la clé de l'immobilisme et la clé du mouvement se trouvent au même endroit: au Parti québécois.

Les problèmes d'éducation, de santé, d'environnement, de transport, d'agriculture, d'énergie et des communautés autochtones, pour ne nommer que ceux-là, se présenteraient peut-être autrement aujourd'hui si l'objectif de la souveraineté n'avait pas empêché les choses de se dire et remis à plus tard les réformes nécessaires. D'autres coalitions sont possibles que celles des souverainistes et des fédéralistes.

Les problèmes du système de santé, recensés depuis 30 ans par trois commissions d'enquête différentes, seraient peut-être résolus si les partis successivement au pouvoir s'étaient attaqués de front aux problèmes de gouvernance. La stratégie énergétique du Québec serait-elle la même si la société y avait consacré autant d'énergie qu'à débattre de souveraineté? Pourrions-nous discuter en profondeur de l'intégration des immigrants sur lesquels nous disons vouloir beaucoup compter, définir une vision à long terme et prendre les moyens de la concrétiser?

Je prétends que la nécessité de la souveraineté ne se présentera pas à cause d'une vague opposition entre la politique canadienne et les «aspirations» du Québec, mais parce qu'il y aura une confrontation majeure sur des enjeux réels, urgents, concrets et bien compris par toute la population. Les chances que cela se produise sont faibles car les Canadiens ne sont pas si différents des Québécois. Par contre, elles demeureront nulles si les paramètres du débat politique ne changent pas.

Horizon 2050

Considérons la souveraineté sous l'angle des grands défis qui détermineront l'évolution de

tous les pays d'ici à 2050. Par définition, ils sont de dimension planétaire: problèmes environnementaux avec leurs séquelles humaines, problèmes d'accès aux ressources, problèmes de gouvernance et tensions internationales.

Or, d'un côté, le Québec dispose déjà de pratiquement tous les leviers nécessaires pour être responsable d'agir ou de ne rien faire face à ces problèmes et de l'autre, il ne peut les surmonter seul, qu'il soit souverain ou non. Cependant, c'est par rapport à ces problèmes que le Québec sera une société dynamique ou stagnante.

Autrement dit, de quelque côté que l'on se tourne, la souveraineté n'apparaît pas comme une condition nécessaire pour faire face aux défis actuels et futurs, qu'ils soient internes ou externes. Elle ne le deviendra que si le Québec est empêché de les relever à cause de son appartenance au Canada.

Il me semble évident que le grand mouvement d'énergie collective qui a traversé le Québec entre 1960 et 1980 ne se remettra en marche qu'en discutant des défis présents et à venir et non en cherchant à obtenir un statut politique pratiquement sans effet sur leur solution.

D'une certaine manière, tout souverainiste que je sois depuis près de 50 ans, il m'indiffère que ce mouvement aboutisse ou non à la souveraineté. Il m'importe plutôt de sentir que la collectivité dont je fais partie retrouve son énergie et le dynamisme dont elle est capable, et qu'elle suscite chez tous ceux qu'elle rassemble — franco-phones, anglophones et nouveaux arrivants — une adhésion émotive forte à son caractère francophone dans le respect de toutes les communautés qui la composent, comme toute société dynamique du XXI^e siècle.

Je fais l'hypothèse que si le Parti québécois considérait la souveraineté non comme une fin en soi, mais comme une option de dernier recours dont la pertinence ne peut reposer que sur des circonstances graves, il serait en mesure de dominer la vie politique québécoise comme aucun parti ne l'a fait depuis longtemps. Un tel *aggiornamento* n'aurait pas seulement un impact au Québec, mais aussi au Canada et même sur la scène internationale.

N'est-ce pas la stature que le Québec souhaite? Comme l'a dit Deng Xiaoping, grand réformateur de la Chine moderne, «peu importe que le chat soit blanc ou noir, du moment qu'il attrape la souris».

BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES

Ce que certains ne veulent pas voir!

ALAIN BRUNEL

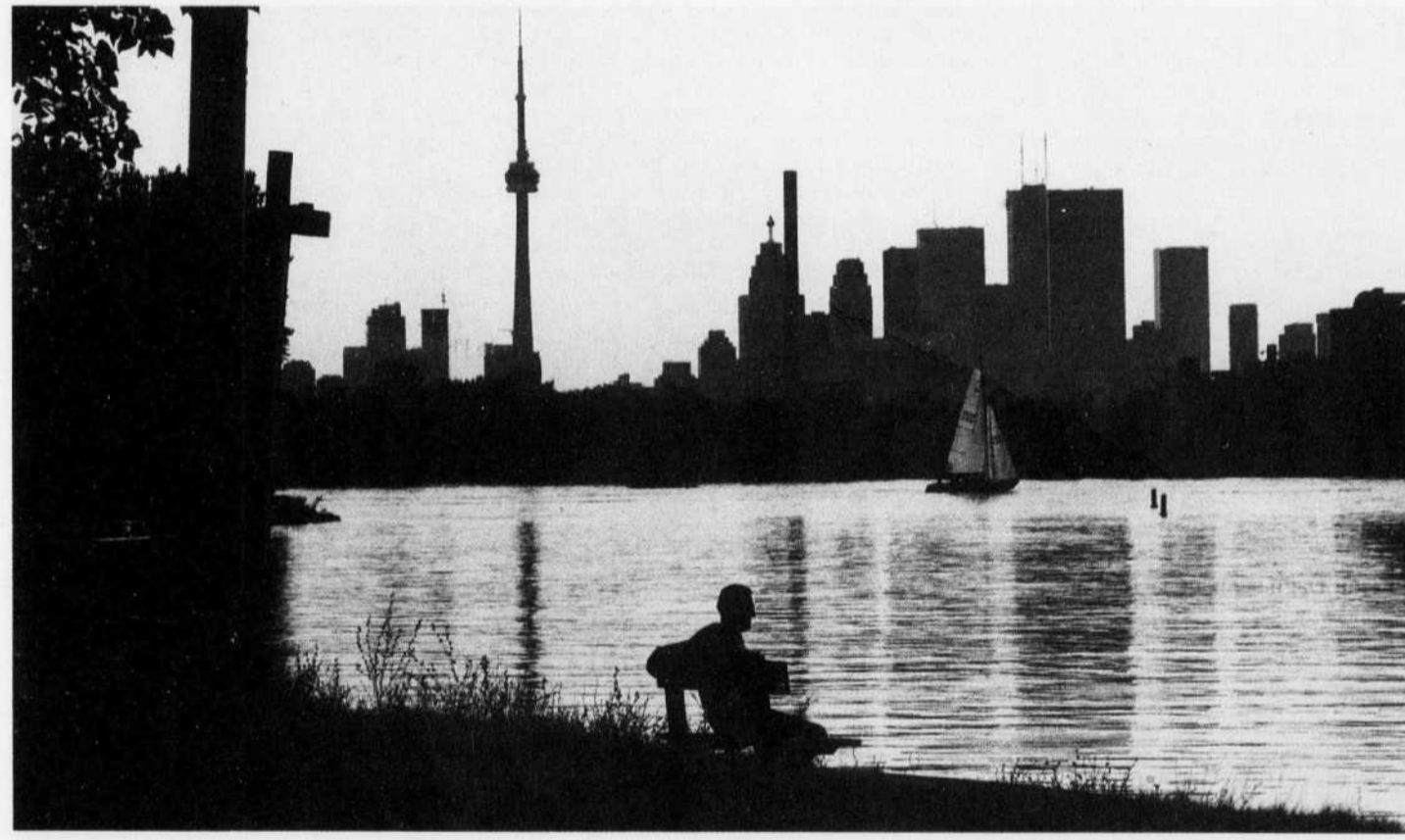
Cofondateur de l'AQLPA (Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique)

Il est toujours choquant, à propos du réchauffement climatique, de voir de supposés scientifiques ignorer les lois de la science et recourir à des escroqueries intellectuelles pour justifier le *statu quo* en matière énergétique. Le dernier aveugle qui ne veut pas voir est un ingénieur agronome, Gilbert Belzile, qui doute dans *Le Devoir* du 3 août dernier de l'origine humaine du réchauffement planétaire actuel en s'appuyant sur les explications d'Hubert Reeves relatives aux glaciations dans son livre *Mal de Terre!* (Seuil, 2003). Le raisonnement de M. Belzile est le suivant: nous sommes actuellement dans une période chaude de l'histoire de la Terre comme il y en a eu plusieurs dans le passé entre les glaciations. L'humain n'y avait alors joué aucun rôle. Dans les prochains milliers d'années, nous devrions aller vers une nouvelle glaciation causée par les lentes variations de l'orbite de la Terre autour du soleil. Il n'y aurait donc pas lieu de s'inquiéter du présent réchauffement dont l'humain ne serait que «marginale responsable».

Un Canadien peut certes préférer que le monde se réchauffe plutôt qu'il se refroidisse, mais ce raisonnement n'en demeure pas moins trompeur et sa conclusion fautive! Il fait l'impasse sur les conséquences de l'activité des sept et bientôt neuf milliards d'humains. Il néglige la rapidité des changements actuels et leurs effets boules de neige. Il passe à la trappe les recherches sérieuses dans le domaine.

Ce que dit vraiment Hubert Reeves

Si M. Belzile avait eu l'honnêteté de relater fidèlement les



Le soleil se couche sur la baie, à Toronto. Un Canadien peut préférer que le monde se réchauffe plutôt qu'il se refroidisse, mais ce raisonnement n'en demeure pas moins trompeur et sa conclusion fautive!

propos de l'astrophysicien à ce sujet dans son ouvrage, propos dont il a certainement pris connaissance, le lecteur du *Devoir* aurait lu une conclusion opposée à la sienne.

Hubert Reeves cite ainsi les rapports de 1995 et de 2001 de l'IPCC (International Panel on Climate Change — le GIEC ou Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat en français):

■ «En 2001, l'IPCC va plus loin: "Il y a des évidences nouvelles et plus fortes montrant que le réchauffement des cinquante dernières années est dû à l'activité humaine." En mai 2002, ces mêmes conclusions sont corroborées par un rapport des Nations unies après une étude regroupant encore les travaux de plus

de mille scientifiques. Il serait extrêmement imprudent de ne pas prendre ces conclusions très au sérieux» (p. 17).

■ «Une différence de quelques degrés n'est pas un changement mineur, loin s'en faut. Lors de la dernière glaciation, avec 5 °C en moins, le niveau de la mer avait baissé de 120 mètres environ (on passait à pied sec de France en Angleterre)» (p. 18).

■ «Ce réchauffement pourrait se poursuivre bien au-delà du prochain siècle. D'une part, l'émission de gaz carbonique pourrait continuer jusqu'à l'épuisement des énergies fossiles, en particulier du charbon dont il reste encore d'abondantes réserves. D'autre part, un ensemble de phénomènes liés à d'autres gaz à effet de serre, comme la vapeur d'eau et le mé-

thane, pourrait encore intensifier le réchauffement» (p. 19).

Gilbert Belzile raisonne comme si la hausse de 30 % de la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle et ses perspectives d'augmentation pour les prochaines décennies n'avaient qu'une influence marginale sur le climat et finalement pas d'importance. En cela, il jette aux oubliettes des lois de la physique connues depuis longtemps.

En 1896 déjà, au cours de ses recherches sur les causes des glaciations, le Prix Nobel suédois Svante Arrhenius prédisait, dans son article intitulé «De l'influence de l'acide carbonique dans l'air sur la température au sol», qu'un doublement

des taux de dioxyde de carbone induirait un réchauffement global de l'ordre de 5 à 6 °C. Ses calculs sont très proches des estimations du rapport 2007 du GIEC pour la fin du siècle dans le scénario d'émissions *business as usual*.

Faire le maximum maintenant

Faut-il rappeler que les émissions mondiales actuelles se situent au-delà des scénarios les plus pessimistes du GIEC? Faut-il rappeler que nombre de pays, en particulier le Canada, avancent à reculons en matière de contrôle des émissions de GES? Faut-il souligner que les aérosols bloquent une part non négligeable du rayonnement solaire (de 10 à 30 % selon les ré-

gions) et donc peuvent masquer localement les effets d'un réchauffement qui rebondira ailleurs et plus tard? Faut-il redire que des bouleversements climatiques abrupts se sont déjà produits dans le passé en l'espace d'une décennie à peine?

Les imperceptibles changements de l'orbite et de l'inclinaison de la Terre entraînent des glaciations ou des déglaciations à la suite de modifications relativement mineures de l'intensité des radiations solaires (jusqu'à 10 % au niveau des pôles). Le fait que de si faibles variations provoquent des effets aussi gigantesques devrait nous alerter sur la grande sensibilité du système climatique et inciter tout le monde, y compris les conservateurs canadiens s'ils veulent conserver autre chose que leur portefeuille, à prendre conscience qu'il faut faire le maximum maintenant pour limiter le plus possible les dégâts plus tard.

Alors, qui est catastrophiste? La vigie qui alerte de la présence d'un iceberg devant le *Titanic* ou le capitaine, l'ingénieur et le propriétaire qui fêtent et dansent dans le confort des salons première classe avec l'orgueilleuse et illusoire confiance dans l'invulnérabilité de leur navire? Qui? Le messager ou celui qui ne veut rien savoir d'un message qui dérange?

Dans mon livre à moi, le catastrophiste est celui dont le comportement conduit assurément à la catastrophe. Celui qui ne veut rien voir, rien entendre, ni rien comprendre de la vie des sciences; celui qui ne veut rien faire, rien changer, ni rien payer, pour diminuer résolument les gaz à effet de serre; celui-là est un authentique «catastrophiste», non pas un prophète, mais un faiseur de malheurs en puissance. Pour celui-là, l'expression «après moi, le déluge» n'aura jamais été plus pertinente...

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter) ; information culturelle : Michel Bélaïr (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Hébert (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre) ; information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (cartooniste) ; Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoit Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Bovivin et Vincent Cauchy (communis Internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; Jean-Jacques Coulombe et Etienne Plamondon-Emond (communis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bherer (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chretien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Bolly-Demers, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Richard Doungmalu, Amélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

GRIPPE

SUITE DE LA PAGE 1

Ce chef pourrait imposer des directives aux provinces, si nécessaire, et coordonner l'action sur le plan national.

La Loi sur les mesures d'urgence reste en effet la seule à s'appliquer si la situation venait à se dégrader considérablement. Elle confère au gouvernement fédéral le droit de prendre en charge les «situations d'urgence en invoquant des circonstances exceptionnelles [...] qui échappent à la capacité ou aux pouvoirs d'intervention des provinces ou des territoires».

Cette dernière option n'existe pas pour le moment, précise le titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politique en matière de santé publique à l'Université d'Ottawa, le D^r Kumaran Wilson. «Je ne pense pas que le Québec par exemple accepterait ça, car la loi rappelle trop celle sur les mesures de guerre utilisée en octobre 1970», dit-il. Il approuve le D^r Hébert: satisfait de la gestion canadienne de l'épidémie à ce jour, il craint le manque de pouvoir décisionnel et exécutif en cas de crise majeure.

Pour le D^r Hébert, la Loi sur les mesures d'urgence est la pire des solutions. «On ne l'a jamais utilisée, on n'a même pas les infrastructures nécessaires en place. Il nous faut plutôt quelqu'un avec des pouvoirs plus étendus que Butlerjones, plus indépendant aussi de la ministre [de la Santé], pour prendre des décisions pas très populaires, mais nécessaires.»

Un plan incomplet

Le D^r Hébert presse également les provinces et le fédéral de mettre en place un plan de vaccination.

Alors que la vaccination pose déjà problème lorsqu'il s'agit de la grippe saisonnière, il s'inquiète. «La vaccination doit rester notre priorité. Il faut d'abord identifier les groupes à risque et, ensuite, décider de la meilleure stratégie pour les vacciner», écrit-il. Selon lui, les infirmières ne souffrent pas à la tâche. Il presse d'enseigner à d'autres professionnels, comme des professeurs par exemple, à administrer le futur vaccin contre la grippe A. «Nous n'avons jamais vacciné, en moins d'un mois et demi, une aussi grosse population. Les plans sont plus ou moins développés», dit-il, et il est temps de mettre en place un plan de vaccination plus étoffé.

Il faut également prévoir qui, et comment, aura accès aux ventilateurs par oscillation, par exemple, qui sont nécessaires en cas de détresse respiratoire importante. Selon lui, certaines régions ont atteint la limite de leurs équipements et de leur personnel lors de l'épisode du printemps seulement. Les équipements et le personnel hautement spécialisé se trouvent dans les grands centres et pourraient rapidement être débordés. «Il faudra prendre des décisions difficiles, pour savoir qui accède à ces ressources», dit-il.

«Jusqu'à maintenant, estime le D^r Hébert, le plan canadien est meilleur que celui de la plupart des pays occidentaux, mais il manque encore des morceaux importants pour affronter une crise possible à l'automne.»

«L'heure n'est pas à la complaisance», écrit-il, mais à l'action.

Le Devoir

EN BREF

Des plantes stressées

Calgary — Des plantes rendues stressées par la sécheresse et le réchauffement de la planète pourraient émettre davantage de gaz à effet de serre, selon des chercheurs de l'Université de Calgary. Des scientifiques ont examiné les niveaux de méthane émis par six produits agricoles poussant au Canada: haricots, tournesols, pois, canola, orge et blé. Ils ont mesuré le niveau de méthane émis normalement par les plantes, puis dans des conditions imitant le réchauffement climatique. Le niveau de méthane émis augmentait quand on reproduisait les conditions d'un réchauffement planétaire. Les recherches sur le méthane sont devenues importantes pour chercher à comprendre le phénomène des changements climatiques. — *La Presse canadienne*

FRAYEUR

SUITE DE LA PAGE 1

été artificiellement créée pourrait elle aussi s'évaporer, plongeant le monde dans une deuxième récession — d'où l'expression «récession à double creux».

Un vice-président de la Banque Scotia, Derek Holt, évalue ainsi à pas moins de 70 % les risques de voir une telle récession frapper vers la fin de cette année ou au début de l'an prochain. Il croit que la relance actuelle est alimentée uniquement par les interventions gouvernementales et par une hausse de la production pour renflouer les stocks, deux phénomènes aux effets éphémères. Et une fois ces effets dissipés, l'économie pourrait replonger. «Tous les intervenants attendaient un scénario classique, où on sort d'une récession avec une croissance de trois, quatre ou cinq pour cent de trimestre en trimestre, mais ils risquent d'être déçus», a-t-il dit.

Car même si certains signes encourageants demeurent, aucune reprise significative ne surviendra avant que les consommateurs — et surtout ceux des États-Unis — ne reprennent confiance. Or, signe inquiétant, les ventes au détail ont reculé de 0,1 % en juillet aux États-Unis, alors que l'on s'attendait à une hausse de 0,7 %. «C'est un dur retour à la réalité, qui rappelle que les difficultés de l'économie américaine ne sont pas terminées», analysait d'ailleurs la semaine dernière le Mouvement Desjardins, à la lumière

de ces chiffres du département du Commerce à Washington.

Chutes boursières

Ainsi, alors qu'ils prévoient depuis des mois une relance économique, les investisseurs se demandent maintenant s'ils n'ont pas fait preuve d'un optimisme démesuré, compte tenu de l'hésitation des consommateurs à dépenser.

«Quand je regarde vers l'avenir, je ne ressens pas cette euphorie qui semble avoir alimenté le marché récemment, a soutenu hier l'analyste Gareth Watson, de la firme Portfolio Advisory Group. Je ne dis pas que le marché ne peut pas croître, je ne dis pas que nous n'allons pas nous en sortir, nous allons nous en sortir, mais les attentes étaient trop élevées et aujourd'hui nous revenons sur terre.»

Un sentiment visiblement partagé par plusieurs, puisque les places boursières de la planète ont culbuté les unes après les autres hier. Les marchés d'Asie-Pacifique, puis les places européennes et américaines dans leur sillage, ont subi des replis importants, et le marché chinois a même enregistré sa plus forte baisse depuis novembre.

A New York, le Dow Jones a cédé 2 %, et l'indice composite du Nasdaq 2,75 %, malgré un indicateur meilleur que prévu sur l'activité industrielle autour de New York. Wall Street a en effet été pénalisée par les inquiétudes des acteurs du marché, se demandant si la remontée du marché n'a pas été trop loin, trop vite, a souligné Joseph Hargett. La Réserve fédérale des États-Unis a de plus déclaré hier que la plupart des banques du pays s'atten-

dent à ce que l'accès au crédit demeure difficile d'ici à la fin de l'année, à l'exception des prêts hypothécaires, un secteur qui s'améliore déjà.

La Bourse de Toronto a pour sa part terminé en chute de plus de 300 points, ou 3 %. L'indice S&P/TSX a chuté de 316,42 points, ou 2,92 %. Des craintes concernant la situation économique avaient déjà eu pour effet d'affaiblir le TSX la semaine dernière, mettant fin à quatre semaines consécutives de gains.

Par ailleurs, les prix du pétrole ont de nouveau reculé à New York, après une chute de 4 % vendredi, le marché s'inquiétant de la vigueur de la reprise de l'activité et de la demande d'or noir. Sur le New York Mercantile Exchange, le baril de «light sweet crude» pour livraison en septembre a terminé à 66,75 \$, en baisse de 76 ¢ par rapport à son cours de clôture de vendredi. «Les prévisions d'un rebond rapide et prononcé de la consommation sont en train d'être remises en cause», a commenté Antoine Half, de Newedge Group.

Les cours, remontés la semaine dernière à plus de 70 \$, ont entamé un mouvement marqué de repli vendredi après l'annonce d'une chute inattendue de la confiance du consommateur américain. «Le marché s'inquiète du fait que la reprise prenne plus de temps que prévu, a observé Adam Sieminski, de la Deutsche Bank. Et il n'y aura pas de demande pour le pétrole sans croissance.»

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse
et La Presse canadienne



ILIYA NAYMUSHIN REUTERS

Il faudra plusieurs années pour reconstruire la centrale détruite hier, située sur le fleuve Ienisseï, au pied d'un barrage de 245 mètres de haut.

ACCIDENT

SUITE DE LA PAGE 1

porte-parole du ministère des Situations d'urgence. Soixante-cinq ouvriers sont par ailleurs portés disparus.

Selon Andreï Mitrofanov, ingénieur en chef de la centrale, cité par l'agence Itar-Tass, «environ 300 personnes» se trouvaient sur son territoire au moment de l'accident.

Le président russe Dmitri Medvedev a exprimé hier soir ses condoléances aux employés de la centrale. «On va soigneusement enquêter sur les circonstances de cette catastrophe et apporter une assistance nécessaire aux blessés», a déclaré M. Medvedev, selon le service de presse du Kremlin.

Le ministre de l'Énergie, Sergueï Chmatko, s'est rendu sur place et le premier ministre, Vladimir Poutine, est arrivé hier soir au siège du centre national de gestion des crises, ont annoncé les agences russes.

Installations vétustes

La centrale, située sur le fleuve Ienisseï, est l'une des plus puissantes du monde, avec une capacité de 6,4 millions de kilowatts/heure.

Son barrage, qui culmine à 245 mètres de hauteur, est long de 1074 mètres.

Les autorités locales et nationales ont insisté sur le fait que le barrage restait solide et que les populations vivant en aval n'étaient nullement menacées. «Le barrage est sec, il n'est pas atteint», a souligné Vassili Zoubakine, le patron par intérim du groupe public Rushydro, qui gère la centrale.

Le secteur électrique russe, longtemps privé d'investissements, est de manière générale dans un état très vétuste.

Des entreprises de la région ont dû interrompre leur activité ou recourir à des sources d'énergie extérieures, à l'instar du géant de l'aluminium Rusal, qui y gère deux importantes fonderies. Les autres centrales électriques de la région ont augmenté leur production pour compenser.

Le courant a été rétabli pour «tous les consommateurs» de cinq régions de Sibérie affectés par l'accident et les restrictions levées, a indiqué le vice-premier ministre russe, Igor Setchine, cité par l'agence Itar-Tass.

Mais la reconstruction de la centrale risque de prendre «quatre ans ou plus», a déclaré M. Zoubakine.

Son arrêt va coûter cher à Rushydro: 1,5 milliard de roubles (51 millions d'euros) de pertes par mois, a-t-il souligné. Les consommateurs fi-

naux de Sibérie eux-mêmes ne sont pas à l'abri «d'une hausse des prix de 5 à 7 %» de l'électricité, a prévenu M. Chmatko.

De son côté, Rusal pourrait réduire la production de l'aluminium de 500 000 tonnes par an, si l'approvisionnement ininterrompu en électricité n'est pas assuré, a déclaré un haut responsable de la compagnie, Artiom Volynets, à l'agence Dow Jones Newswires.

En 2008, Rusal a produit 4,4 millions de tonnes d'aluminium et prévoyait produire 3,9 millions de tonnes en 2009, selon l'agence Itar-Tass.

En outre, le Service fédéral des tarifs n'a pas exclu que la Russie tout entière soit contrainte de revoir son programme énergétique: «Nous n'excluons pas que l'assiette énergétique de 2010 soit revue puisqu'elle avait été établie en prenant en compte la production de la centrale», a déclaré une porte-parole, Anna Martynova, citée par Interfax.

«L'accident servira de rappel de l'importance de l'électricité dans une économie moderne et du fait que la sécurité et la fiabilité ne peuvent pas être obtenues sans financement adéquat», a souligné Derek Weaving, analyste de la banque Renaissance Capital.

Agence France-Presse
avec l'Associated Press

TRIBUNE

SUITE DE LA PAGE 1

Tout le monde en parle, un concept télévisuel français copié-collé par Radio-Canada, connaît un franc succès de cotes d'écoute depuis cinq saisons, avec des auditoires oscillant chaque fois entre 1,5 million et parfois plus de 2 millions de personnes. La sixième saison sera lancée le 27 septembre toujours avec Guy A. Lepage à la barre du grand plateau où se succèdent les vedettes pour des interviews, racontées, badines ou bavées, selon l'humeur.

La diffusion sur le Web, entre 20h et 22h15 reprendra alors l'intégrale de l'émission. La version radiophonique ne comprendra pas les publicités puisque la Première Chaîne n'en diffuse jamais. En lieu et place, les auditeurs écouteront des bulletins de nouvelles (quatre radiojournaux de quatre minutes et demie chacun) et des commentaires de Bernard Faucher, animateur de la tribune qui prendra le relais de l'émission-vedette. Les discussions publiques occuperont l'antenne de 22h15 à 23h. Le sujet de la tribune sera

fourni par un thème abordé par un des invités du grand plateau.

«Tout le monde en parle est devenue une émission rassembleuse, poursuit Mme Descarreaux. Radio-Canada a souhaité créer un rassemblement encore plus grand autour de cette émission. D'où l'idée de la diffuser sur l'ensemble de ses plates-formes. D'où aussi l'idée d'inviter le public à échanger sur un sujet abordé dans le cours de l'émission.»

L'omnicommentateur Richard Martineau ironisait hier dans sa chronique du *Journal de Montréal* sur la convergence qui se manifeste ainsi à la mode radio-canadienne. L'empire Québecor, pour lequel travaille M. Martineau, a l'habitude d'essayer des critiques parce que ses satellites déclinent jusqu'à satiété ses produits médiatico-commerciaux du genre de *Star Académie*.

Convergence

Franchement, l'idée de donner «de manière exceptionnelle» dans la convergence n'offusque pas la chef de la Société d'État. «On le fait à notre manière, et ce n'est pas la première fois que

nous diffuserons une émission sur l'ensemble de nos plates-formes», réplique Mme Descarreaux en citant l'exemple du concert *Bravissimo* qui célébrait l'an dernier le 75^e anniversaire de l'Orchestre symphonique de Montréal. «Pour nous, la convergence demeure une pratique exceptionnelle. Nous avons décidé de diffuser Tout le monde en parle sur trois plates-formes parce qu'il s'agit d'une émission exceptionnelle. L'occasion de créer un grand rendez-vous encore plus rassembleur était intéressante. Nous avons souhaité multiplier en ondes les grands moments uniques.»

Le produit dérivé radiophonique déplace au samedi soir la mythique émission *Par quatre chemins*, de Jacques Languirand, en ondes depuis plus de 35 ans. La décision a en fait comme conséquence d'appauvrir encore un peu plus la programmation de la Première Chaîne radio, dont six des sept soirées (sauf le samedi, donc) seront maintenant consacrées, à compter de 20h, à la reprise d'émissions matinales, dont celle de Christiane Charette.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par téléphone 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par téléphone 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par téléphone 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par téléphone 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par téléphone 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par téléphone 514-985-3390